



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-246

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2010 - AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CREDITS DE PAIEMENTS - MODIFICATIONS

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Vu le CGCT et notamment son article L. 2311.3,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu les autorisations de programme n° 09005, 09006, 09007, 09008, 09009, 09010, 09011, 09012, 10001, 10002 approuvées antérieurement par délibérations du conseil municipal du 9 décembre 2009 et du 25 janvier 2010,

Vu la délibération D-2010-036 du conseil municipal du 2 mars 2010 ayant approuvé le budget primitif M14 pour l'exercice 2010,

Considérant que le rythme de réalisation de ces opérations nécessite la révision des autorisations de programme et des crédits de paiement initialement mis en place,

Il conviendrait d'apporter les ajustements suivants aux autorisations de programme et aux crédits de paiement précédemment adoptés par le Conseil municipal pour les opérations suivantes :

FISAC

Par délibération du 28 janvier 2009, une autorisation de programme a été décidée pour la programmation budgétaire des travaux à réaliser dans le cadre de l'opération FISAC sur le centre ville de Sète. Elle prévoyait une réalisation des travaux sur deux exercices démarrant en 2009.

Par délibération en date du 9 décembre 2009, du fait du changement de maîtrise d'ouvrage de Thau Agglomération en faveur de la Ville de Sète décidée par délibération en date du 9 juin 2009, cette autorisation de programme a été modifiée selon le tableau ci-dessous :

	Crédits de paiement					
Autorisation de programme n°09006	2009	2010	2011	2012	2013	
FISAC Dépenses						
Quai de la Résistance Travaux	239 000	291 000				
Grand rue Mario roustan Etudes Travaux	18 000	60 000 598 000	13 000 125 000			
Rue du 8 mai 1945 Travaux	40 000					
MONTANT T.T.C	297 000,00	949 000,00	138 000,00	0,00	0,00	1 384 000,00
T.V.A	48 672,24	155 521,74	22 615,38	0,00	0,00	226 809,36
MONTANT HT	248 327,76	793 478,26	115 384,62	0,00	0,00	1 157 190,64

Autorisation de programme n°09006	2009	2010	2011	2012	2013	
FISAC Recettes						
FCTVA 15,482 %			46 575,54	148 822,18	21 641,16	195 397,72
Subventions	192 950,67	616 532,61	89 653,85			899 137,12

En raison de la requalification de la rue Mario Roustan sur l'ensemble de son linéaire, Il convient de mettre à jour cette opération pluri annuelle en dépenses et en recettes selon le tableau suivant :

	crédits de paiement					
autorisation de programme N°09006	2009	2010	2011	2012	2013	
FISAC Dépenses						
Quai de la Résistance Travaux	239 000	291 000				
Grand rue Mario Roustan Etudes Travaux	18 000	60 000 598 000	13 000 648 000			
Rue du 8 mai 1945 Travaux	40 000					
MONTANT T.T.C	297 000	949 000	661 000	0,00	0,00	1 907 000,00
T.V.A	48 672,24	155 521,74	108 324,41			312 518,40
MONTANT HT	248 327,76	793 478,26	552 675,59			1 594 481,61

	crédits de paiement				
autorisation de programme N° 09006	2009	2010	2011	2012	2013
FISAC RECETTES					
Subvention Conseil Général			105 092		
Subvention CABT			391 246		
Subvention Etat			157 560		
Subvention Région			102 215		
Subvention Autres			10 716		
Total Subventions			766 829		
FCTVA 15,482%		38 446,10	122 846,30	85 565.23	

BOULEVARD JEAN MATHIEU GRANGENT

Par délibération du 28 janvier 2009, une autorisation de programme a été décidée pour la programmation budgétaire des travaux de prolongation du boulevard Jean-Mathieu Grangent. Elle prévoyait une réalisation des travaux sur quatre exercices démarrant en 2009.

Elle a été modifiée le 9 décembre 2009 du fait du retard pris sur la finalisation de l'enquête publique. L'échéancier modifié était le suivant :

	crédits de paiement					
autorisation de programme N° 09007	2009	2010	2011	2012	2013	2014
BOULEVARD JM. GRANGENT Dépenses						
Etudes	8 500	50 000	70 000	30 000	20 000	
Acquisitions foncières		350 000	100 000			
Travaux			500 000	700 000	400 000	
MONTANT T.T.C	8 500,00	400 000,00	670 000,00	730 000,00	420 000,00	2 228 500,00
T.V.A	1 392,98	65 551,84	109 799,33	119 632,11	68 829,43	365 205,70
MONTANT HT	7 107,02	334 448,16	560 200,67	610 367,89	351 170,57	1 863 294,30

autorisation de programme N° 09007	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
BOULEVARD JM. GRANGENT Recettes							
FCTVA 15,682 %			1 332,97	62 728,00	105 069,40	114 478,60	283 608,97

Les acquisitions foncières n'ayant pu être réalisées sur 2010, il convient de modifier ce tableau de la façon suivante :

	crédits de paiement					
autorisation de programme N°09007	2009	2010	2011	2012	2013	2014
BOULEVARD JM. GRANGENT Dépenses						
Etudes	8 500	9 000	70 000	30 000	60 000	
Acquisitions foncières			280 000	80 000		
Travaux			450 000	300 000	941 000	
MONTANT T.T.C	8 500,00	9 000,00	800 000	410 000	1 001 000	2 228 500,00
T.V.A	1 392,98	1 474,92	131 103,68	67 190,64	164 043,48	365 205,70
MONTANT HT	7 107,02	7 525,08	668 896,32	342 809,36	836 956,52	1 863 294,30

	crédits de paiement					
autorisation de programme N°09007	2009	2010	2011	2012	2013	2014
BOULEVARD JM. GRANGENT Recettes						
Participation Voirie et Réseaux			314 258			
						314 258,00

CORNICHE DE NEUBURG

Par délibération du 25 janvier 2010 une autorisation de programme a été décidée pour la programmation budgétaire des travaux d'aménagement de la Corniche de Neuburg afin d'assurer une continuité des circulations douces entre le Théâtre de la Mer et les plages du Lido.

L'échéancier prévisionnel de consommations des crédits de paiement étaient le suivant :

autorisation de programme N°10001	2010	2011	2012	2013	2014	
CORNICHE DE NEUBURG Dépenses						
Etudes	70 000,00	70 000	55 000			
Travaux		2 000 000	2 000 000			
MONTANT T.T.C	70 000,00	2 070 000,00	2 055 000,00			4 195 000,00
T.V.A	11 471,57	339 230,77	336 772,58			687 474,92
MONTANT HT	58 528,43	1 730 769,23	1 718 227,42			3 507 525,08
CORNICHE DE NEUBURG Recettes						
FCTVA 15,682%			10 977,40	324 617,40	322 265,10	657 859,90

Les études n'ayant pu être réalisées sur l'exercice 2010, il convient de modifier le tableau d'autorisations de crédit de paiement de la façon suivante :

autorisation de programme N°10001	2011	2012	2013	2014	2015	
CORNICHE DE NEUBURG Dépenses						
Etudes	30 000	30 000	20 000	30 000	30 000	
Travaux			1 000 000	2 055 000	1 000 000	
MONTANT T.T.C	30 000,00	30 000,00	1 020 000,00	2 085 000	1 030 000	4 195 000,00
T.V.A	4 916,39	4 916,39	167 157,19	341 688,96	168 795,99	687 474,92
MONTANT HT	25 083,61	25 083,61	852 842,81	1 743 311,04	861 204,01	3 507 525,08

Autorisation de programme n°10001	2011	2012	2013	2014	2015	2016
CORNICHE DE NEUBURG Recettes						
Subvention Conseil Régional	29 000					
Total Subventions	29 000					
FCTVA 15,482 %		3 883,44	3 883,44	132 037,12	269 899,42	133 331,60

FALAISES MARITIMES

Par délibération du 28 janvier 2009, une autorisation de programme a été décidée pour la programmation budgétaire des travaux de confortement et mise en sécurité des falaises de la Corniche.

Elle a été modifiée le 9 décembre 2009 du fait du retard pris sur le lancement de l'enquête publique lié à des demandes de compléments et de précisions sur le dossier par les services de la Préfecture. L'échéancier de consommations des crédits de paiement révisés étaient le suivant :

autorisation de programme N°09005	2010	2011	2012	
FALAISES MARITIMES Dépenses				
Etudes	30 000			
Travaux	150 000	150 000	100 000	
MONTANT T.T.C	180 000,00	150 000,00	100 000,00	430 000,00
T.V.A	29 498,33	24 581,94	16 387,96	70 468,23
MONTANT HT	150 501,67	125 418,06	83 612,04	359 531,77

autorisation de programme N°09005	2010	2011	2012	
FALAISES MARITIMES Recettes				
Recette CABT (en attente confirmation)	170 000,00	20 553,46	13 702,31	204 255,77
FCTVA 15,682 %		0,00	28 227,60	28 227,60

Les services de la Préfecture n'ayant pas encore donné leur accord sur l'exercice 2010, il convient de modifier ce tableau de la façon suivante et d'y intégrer les subventions obtenues :

autorisation de programme N° 09005	2010	2011	2012	2013	
FALAISES MARITIMES Dépenses					
Etudes	0,00	20 000	10 000	10 000	
Travaux	0,00	0,00	190 000	200 000	
MONTANT T.T.C	0,00	20 000,00	200 000,00	210 000	430 000
T.V.A	0,00	3 277,59	32 775,92	34 414,72	70 468,23
MONTANT HT	0,00	16 722,41	167 224,08	175 585,28	359 531,77

autorisation de programme N° 09005	2010	2011	2012	2013	2014	
FALAISES MARITIMES Recettes						
Subvention CABT			124 645,00			
Total Subventions			124 645,00			124 645,00
F.C.T.V.A 15,482%			2 588,96	25 889,63	27 184,11	55 662,70

RUE JEAN VILAR

Par délibération du 28 janvier 2009, une autorisation de programme a été décidée pour la programmation budgétaire des travaux de requalification de la rue Jean Vilar. Elle prévoyait une réalisation des travaux sur quatre exercices démarrant en 2009.

Elle a été modifiée le 9 décembre 2009 du fait de l'absence prolongée de deux techniciens au sein du pôle VRD, selon le tableau ci-dessous :

	crédits de paiement						
autorisation de programme N° 09012	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
RUE JEAN VILAR Dépenses							
Etudes		15 000	10 000	5 000			
Travaux		350 000	410 000	450 000			
MONTANT T.T.C	0,00	365 000,00	420 000,00	455 000,00	0,00	0,00	1 240 000,00
T.V.A	0,00	59 816,05	68 829,43	74 565,22	0,00	0,00	203 210,70
MONTANT HT	0,00	305 183,95	351 170,57	380 434,78	0,00	0,00	1 036 789,30

autorisation de programme N° 09012	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
RUE JEAN VILAR Recettes							
FCTVA 15,682 %			0,00	57 239,30	65 864,40	71 353,10	123 103,70

Les travaux n'ayant pas démarré sur 2010, il convient de modifier ce tableau de la façon suivante et d'y intégrer les subventions obtenues :

	crédits de paiement					
autorisation de programme N°09012	2009	2010	2011	2012	2013	2014
RUE JEAN VILAR						
Dépenses						
Etudes		6 338,80	10 000	10 000	13 661,20	
Travaux		0,00	370 000	370 000	460 000	
MONTANT T.T.C	0,00	6 338,80	380 000,00	380 000,00	473 661,20	0,00
T.V.A	0,00	1 038,80	62 274,25	62 274,55	77 623,41	0,00
MONTANT HT	0,00	5 300,00	317 725,75	317 725,75	396 037,79	0,00
						1 240 000,00

	crédits de paiement					
autorisation de programme N°09012	2009	2010	2011	2012	2013	2014
RUE JEAN VILAR						
Recettes						
Subvention Conseil Général			35 800	56 700		92 500
Subvention CABT			46 415	76 040		122 455
Total subventions			82 215	132 740		214 955
FCTVA 15,482%			820,55	49 190,30	49 190,30	61 314,57
						160 515,72

RUE MONTMORENCY

Par délibération du 25 janvier 2010, une autorisation de programme a été décidée pour la programmation budgétaire des travaux de réhabilitation de la rue Montmorency.

Elle a été modifiée le 9 décembre 2009 du fait de l'absence prolongée de deux techniciens au sein du pôle VRD, selon le tableau ci-dessous :

autorisation de programme N°10002	2010	2011	2012	2013	2014
RUE MONTMORENCY					
Dépenses					
Etudes	5 000	10 000	5 000		
Travaux	400 000	800 000	400 000		
MONTANT T.T.C	405 000,00	810 000,00	405 000,00	0,00	0,00
T.V.A	66 371,24	132 742,47	66 371,24	0,00	0,00
MONTANT HT	338 628,76	677 257,53	338 628,76	0,00	0,00
					1 620 000,00

autorisation de programme N°10002	2010	2011	2012	2013	2014
RUE MONTMORENCY					
Recettes					
FCTVA 15,682 %		0,00	18 818,40	37 636,80	18 818,40
					75 273,60

La délibération de la communauté d'agglomération relative à la convention de groupement de commandes publiques entre Thau Agglomération et la Ville de Sète ayant été prise le 22 septembre 2010, les travaux n'ont pu démarrer sur l'exercice 2010. Il est donc nécessaire de modifier le calendrier de réalisation et le tableau prévisionnel des autorisations de programme et de crédits de paiement de la façon suivante et d'y intégrer les subventions obtenues :

autorisation de programme N°10002	2010	2011	2012	2013	2014	
RUE MONTMORENCY Dépenses						
Etudes	5 382	7 000	10 000	7 000		
Travaux		300 000	650 000	1 044 618		
Participations CABT		25 000	46 000	93 000		
MONTANT T.T.C	5 382,00	332 000,00	706 000,00	1 144 618,00	0,00	2 188 000,00
T.V.A	882,00	54 408,03	115 699,00	187 579,54	0,00	358 568,57
MONTANT HT	4 500,00	277 591,97	590 301,00	957 038,46	0,00	1 829 431,43

autorisation de programme N°10002	2010	2011	2012	2013	2014	
RUE MONTMORENCY Recettes						
Participations voirie CABT		15 000	35 000	70 000		120 000
Total Participations		15 000	35 000	70 000		120 000
FCTVA 15,482%		696 ,69	42 976,79	91 390,40	148 168,69	283 232,57

REHABILITATION DES HALLES CENTRALES

Par délibération du 28 janvier 2009, une autorisation de programme a été décidée pour la programmation budgétaire des travaux de réhabilitation des halles centrales.

Elle a été modifiée le 9 décembre 2009, selon le tableau ci-dessous :

autorisation de programme N°09009	2009	2010	2011	2012	2013	
REHABILITATION DES HALLES CENTRALES Dépenses						
Etudes		100 000	330 000	330 000		
Travaux	40 000	244 000	1 873 000	1 909 000		
MONTANT T.T.C	40 000,00	344 000,00	1 873 000,00	1 909 000,00	0,00	4 826 000,00
T.V.A	6 555,18	56 374,58	361 026,76	366 926,42	0,00	790 882,94
MONTANT HT	33 444,82	287 625,42	1 841 973,24	1 872 073,58	0,00	4 035 117,06

autorisation de programme N°09009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
REHABILITATION DES HALLES CENTRALES Recettes						
FCTVA 15,682 %			6 272,80	53 946,08	345 474,46	351 119,98

Ce projet ne sera réalisé qu'en fonction des subventions qui pourront être obtenues.

Il est donc nécessaire de modifier le calendrier de réalisation et le tableau prévisionnel des autorisations de programme et de crédits de paiement de la façon suivante et d'y intégrer les subventions obtenues :

autorisation de programme N°09009	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
REHABILITATION DES HALLES CENTRALES Dépenses							
Etudes		19 225,70	0	330 000	210 774,30	200 000	
Travaux	40 000		470 000	504 548	1 878 484	1 519 968	
MONTANT T.T.C	40 000,00	19 225,70	470 000	834 548	2 089 258,30	1 719 968	5 173 000
T.V.A	6 555,18	3 150,70	77 023,41	136 765,39	342 386,81	281 867,67	847 749,16
MONTANT HT	33 444,82	16 075,00	392 976,59	697 782,61	1 746 871,49	1 438 100,33	4 325 250,84

autorisation de programme N°09009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
REHABILITATION DES HALLES CENTRALES Recettes							
FCTVA 15,482 %	5 177,93	2 488,73	60 840,64	108 030,70	270 450,64	222 646,69	669 635,33

REHABILITATION GROUPE SCOLAIRE PAUL LANGEVIN

Par délibération du 28 janvier 2009, une autorisation de programme a été décidée pour la programmation budgétaire des travaux de restructuration et de réhabilitation du groupe scolaire Paul LANGEVIN.

Elle a été modifiée le 9 décembre 2009, selon le tableau ci-dessous :

autorisation de programme N°09010	2010	2011	2012	2013	2014	
REHABILITATION GROUPE SCOLAIRE PAUL LANGEVIN Dépenses						
Réhabilitation école élémentaire	85 000	1 615 000				
Réhabilitation école maternelle	67 000	281 000	982 000			
Réhabilitation du mail de liaison, des cours et des clôtures			66 000	480 000		
MONTANT T.T.C	152 000,00	1 896 000,00	1 048 000,00	480 000,00	0,00	3 576 000,00
T.V.A	24 909,70	310 715,72	171 745,82	78 662,21	0,00	586 033,45
MONTANT HT	127 090,30	1 585 284,28	876 254,18	401 337,79	0,00	2 989 966,55

autorisation de programme N°09010	2010	2011	2012	2013	2014	2015
REHABILITATION GROUPE SCOLAIRE PAUL LANGEVIN Recettes						
FCTVA 15,682 %			23 836,64	297 330,72	164 347,36	75 273,60

Ce projet doit être réactualisé en fonction des éléments fournis par le programmiste. Il convient de modifier le tableau prévisionnel des autorisations de programme et de crédits de paiement de la façon suivante :

autorisation de programme N°09010	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
REHABILITATION GROUPE SCOLAIRE PAUL LANGEVIN Dépenses							
Réhabilitation école élémentaire		876 000	724 000				
Réhabilitation école maternelle		70 000	300 000	880 000			
Réhabilitation du mail de liaison, des cours et des clôtures			66 000	515 000			
Montant T.T.C.		946 000,00	1 024 000,00	1 395 000,00			3 365 000
T.V.A		155 030,10	167 812,71	228 612,04			551 454,85
MONTANT HT		790 969,90	856 187,29	1 166 387,96			2 813 545,15

autorisation de programme N°09010	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
REHABILITATION GROUPE SOCLAIRE PAUL LANGEVIN Recettes							
FCTVA 15,482 %			122 457,96	132 554,92	180 580,18		435 593,06

CASERNE DES POMPIERS

Le projet de construction d'une nouvelle caserne pour les pompiers à Sète est porté par le Conseil Général.

Par courrier en date du 28 juillet 2009, un courrier de la Préfecture de l'Hérault nous confirmait que la Ville de Sète serait appelée à participer à hauteur de 30 % du montant des travaux.

Ce projet s'étalant sur les exercices 2011, 2012 et 2013, il est prévu de créer une autorisation de programme pour la programmation budgétaire des participations financières demandées par le Conseil Général de l'Hérault à la Ville de Sète.

L'échéancier prévisionnel de consommations des crédits de paiement est le suivant :

autorisation de programme	2011	2012	2013	TOTAL
CASERNE DES POMPIERS				
Participations financières	153 000	1 500 000	404 000	2 057 000
Total	153 000	1 500 000	404 000	2 057 000

GUICHET UNIQUE

Par délibération du 28 janvier 2009, une autorisation de programme a été décidée pour la programmation budgétaire des travaux relatifs à la création d'un guichet unique à la Mairie de Sète et de ses annexes.

Elle a été modifiée le 9 décembre 2009 de la façon suivante :

autorisation de programme N°09008	2009	2010	TOTAL
GUICHET UNIQUE Dépenses			
Marché de travaux	40 000	175 000	215 000
Montant TTC	40 000,00	175 000,00	215 000,00
TVA	6 555,18	28 678,93	35 234,11
Montant H.T	33 444,82	146 321,07	179 765,89

Les travaux ont été finalisés sur 2010 mais il restera des aménagements à hauteur de 15 000 à réaliser sur 2011.

Il est proposé de modifier le tableau de la façon suivante :

autorisation de programme N°	2009	2010	2011	TOTAL
GUICHET UNIQUE Dépenses				
Marché de travaux	40 000	160 000	15 000	215 000
Montant TTC	40 000,00	160 000,00	15 000,00	215 000,00
TVA	6 555,18	26 220,73	2 458,19	35 234,11
Montant H.T	33 444,82	133 779,26	12 541,81	179 765,89

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

MODIFIE ces autorisations de programme, leur montant et l'échéancier des crédits de paiement qui leur sont afférents,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à les signer ainsi que tous les documents s'y rapportant,

DECIDE que les dépenses seront prélevées sur les crédits de paiement prévus à cet effet.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 9

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-247

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2010 - DECISION MODIFICATIVE N°3

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°3 du budget de la Ville qui se présente ainsi :

EN RECETTES

Section investissement.....	1.877.485,78 €
Section fonctionnement.....	988.907,00 €

EN DEPENSES

Section investissement.....	1.877.485,78 €
Section fonctionnement.....	988.907,00 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement				
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	46 000,00	Ch. 13	Subvention investissement	258 044,00
Ch. 18			Ch. 15	Provisions pour risques et charges	
Ch. 20	Immobilisations incorporelles	-159 996,37	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	-2 675 935,50
ch. 204	Subventions équipements		Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations corporelles	-236 951,00	Ch. 23	Immobilisations En cours	3 500 000,00
Ch. 23	Immobilisations En cours	2 097 433,15	Ch. 26	Participations créances	
Ch. 26	Participations créances		Ch. 27	Autres imm. financières	131 000,00
Ch. 27	Autres immobilis. Financières	131 000,00	Ch. 4582	Compte de tiers	
Ch. 4581	Travaux pour compte de tiers		Ch. 024	Produits des cessions	
Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre		Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	
Ch. 041	Opérations patrimoniales		Ch. 041	Opérations patrimoniales	
OO1	Report à nouveau		021	Vir. de section d'exploitation	664 377,28
	TOTAL	1 877 485,78		TOTAL	1 877 485,78

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. O 11	Charges à carac. général	149 429,72	Ch. 013	Atténuation de charges	107 000,00
Ch. O 12	Charges de personnel et frais	-3 000,00	Ch. 70	Vente de produits	53 830,00
Ch. O 14	Atténuation de produits	63 000,00	Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	78 000,00	Ch. 73	Impôts et taxes	658 084,00
Ch. 66	Charges financières	100,00	Ch. 74	Subvention d'exploitation	125 944,00
Ch. 67	Charges exceptionnelles	37 000,00	Ch. 75	Autres produits gestion courantes	3 379,72
			Ch. 77	Produits exceptionnels	40 669,28
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 79	Transferts de charges	
O 23	Virement section inves.	664 377,28	Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
			OO2	Report à nouveau	
	TOTAL	988 907,00		TOTAL	988 907,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la décision modificative n°3 du budget de la Ville.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 32

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



ville de **sete**

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-248

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2010 - CREANCES IRRECOUVRABLES POUR LES ANNEES 1985
A 2010 - ADMISSION EN NON VALEUR - FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Monsieur le Trésorier municipal a adressé aux services financiers de la Ville, l'état des créances irrécouvrables sur le budget de la Ville et sollicite leur admission en « non-valeurs ».

Ces créances s'élèvent à un montant total de **36 568,57 €**, à savoir :

ANNEES	MONTANT
1985	3 048,98 €
1989	427,16 €
1991	95,29 €
1992	10,67 €
1993	46,01 €
1994	1 384,16 €
1995	52,44 €
1996	276,61 €
1997	135,53 €
2002	381,89 €
2003	287,57 €
2004	25,16 €
2005	1 149,88 €
2006	478,83 €
2007	4 586,52 €
2008	7 600,18 €
2009	10 226,77 €
2010	1 224,70 €
CHIARA SARL	2 342,07 €
ASSOCIATION MAINS LIBRES	2 788,15 €
TOTAL	36 568,57 €

Le Comptable a justifié, conformément aux causes et observations mentionnées dans ledit état des poursuites, qu'il a exercé ses poursuites sans résultat, par suite de décès, absence, disparition, faillite, insolvabilité ou indigence des débiteurs.

En vous précisant que l'admission en non-valeur prononcée par le Conseil Municipal ne retire pas à la Commune ses droits contre ses débiteurs et ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles poursuites ultérieures à l'encontre du redevable, s'il revient à meilleure fortune,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADMET en non-valeur la somme indiquée précédemment,

IMPUTE cette somme au compte 654-020 FINAN.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 38 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-249

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2010- CREANCES IRRECOUVRABLES POUR LES ANNEES 1997
A 2008 - ADMISSION EN NON-VALEUR - FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Monsieur le Trésorier municipal a adressé aux services financiers de la Ville, l'état des créances irrécouvrables sur le budget de la Ville et sollicite leur admission en « non-valeurs »

Ces créances s'élèvent à un montant total de **11 430,77 €**, à savoir :

ANNEE	MONTANT
1997	479,45
1998	50,03
1999	59,05
2000	260,93
2001	541,75
2002	856,64
2003	1 407,57
2004	578,55
2005	2 850,87
2006	2 102,47
2007	1 811,13
2008	432,33
TOTAL	11 430,77

Le Comptable a justifié, conformément aux causes et observations mentionnées dans ledit état des poursuites, qu'il a exercé ses poursuites sans résultat, par suite de décès, absence, disparition, faillite, insolvabilité ou indigence des débiteurs.

En vous précisant que l'admission en non-valeur prononcée par le Conseil Municipal ne retire pas à la Commune ses droits contre ses débiteurs et ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles poursuites ultérieures à l'encontre du redevable, s'il revient à meilleure fortune,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADMET en non-valeur la somme indiquée précédemment,

IMPUTE cette somme au compte 654-020 FINAN.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 38 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-250

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE 2010 DE L'EAU - AUTORISATIONS DE PROGRAMME-
CREDITS DE PAIEMENT N°10001 ET N°10002 - MODIFICA TIONS

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Vu le CGCT et notamment son article L. 2311.3,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,
Vu les autorisations de programme n° 10001, n° 1000 2 approuvées antérieurement par délibérations du conseil municipal du 9 décembre 2009 et du 25 janvier 2010,
Vu la délibération D-2010- 039 du conseil municipal du 2 mars 2010 ayant approuvé le budget de l'Eau pour l'exercice 2010,

Considérant que pour ce qui concerne l'extension du réservoir de Saint Clair, les travaux n'ont pas démarré sur l'exercice 2010,

Considérant qu'en revanche une étude de faisabilité et un avant projet ont pu être réalisés qui, sur la base d'une étude géologique ayant révélé des blocs rocheux à faible profondeur, ont montré la nécessité de revoir fortement à la hausse le montant des travaux afin de ne pas risquer de déstabiliser le réservoir existant,

Considérant que pour les travaux de la rue Montmorency le rythme de réalisation de cette opération doit être revu, compte tenu de l'adoption récente de la convention de groupement de commandes par la communauté d'agglomération le 22 septembre 2010,

Il convient d'apporter les ajustements d'autorisations de programme et crédits de paiement détaillés ci-après :

N° AP	Dépenses / OPERATION	AP en €	Antérieur	2010	2011	2012	2013
10001	Extension réservoir Saint Clair Délibération n°2010-022 du 25 janvier 2010	455 000		285 000	170 000		
	Ajustement proposé	990 000			495 000	495 000	
10002	Rue Montmorency Délibération n°2010-023 du 25 janvier 2010	480 000		120 000	240 000	120 000	
	Ajustement proposé	480 000			120 000	240 000	120 000

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

MODIFIE

ces autorisations de programme, leur montant et l'échéancier des crédits de paiement qui leur sont afférents,

AUTORISE

le Maire ou l'élu délégué à les signer ainsi que tous les documents s'y rapportant,

DECIDE

que les dépenses seront prélevées sur les crédits de paiement prévus à cet effet.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 38 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-251

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2010 - VERSEMENT D'UNE AVANCE REMBOURSABLE A LA REGIE DES POMPES FUNEBRES - FINANCEMENT - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Lors de sa création, le budget de la Régie des Pompes Funèbres a été doté d'un compte au Trésor spécifique, de sorte que ce sont uniquement les perceptions de recettes de ce service qui viennent nourrir la trésorerie et permettent de payer les dépenses, sans possibilité de recours à la trésorerie du budget général de la commune.

Aujourd'hui la trésorerie de la Régie des Pompes Funèbres s'avère insuffisante.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PERMET

au budget Ville de lui verser une avance remboursable d'un montant de 86.000 €,

INSCRIT

cette dépense sur la ligne 27638-01-FINAN,

INSCRIT

cette recette sur la ligne 27638-01-FINAN.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 38 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-252

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE 2010 DE LA REGIE DES POMPES FUNEBRES - DECISION MODIFICATIVE N°3

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°3 du budget annexe de la Régie des Pompes Funèbres 2010 qui se présente ainsi :

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	solde d'investissement reporté		Ch. 001	solde d'investissement reporté	
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves	
Ch. 13	Subvention d'investissement		Ch. 13	Subvention d'investissement	
Ch. 16	emprunt et dettes assimilées	86 000,00	Ch. 16	emprunt et dettes assimilées	113 014,00
Ch. 20	immobilisations incorporelles		Ch. 21	immobilisations corporelles	
Ch. 21	immobilisations corporelles		Ch. 23	Immobilisations en cours	
Ch. 23	immobilisations en cours	27 014,00	Ch. 27	autres immobilisations financières	
Ch. 26	Participations et créances rattachées		Ch. 040	opérations d'ordre transfert entre sections	
Ch. 27	autres immobilisations financières		Ch. 021	virement de la section exploitation	
	TOTAL	113 014,00		TOTAL	113 014,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la décision modificative N°3 du budget annexe de la Régie des Pompes Funèbres 2010.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 38 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-253

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2010 - VERSEMENT D'UNE AVANCE REMBOURSABLE A LA REGIE DU CREMATORIUM - FINANCEMENT - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Lors de sa création, le budget de la Régie du Crématorium a été doté d'un compte au Trésor spécifique, de sorte que ce sont uniquement les perceptions de recettes de ce service qui viennent nourrir la trésorerie et permettent de payer les dépenses, sans possibilité de recours à la trésorerie du budget général de la commune.

Aujourd'hui la trésorerie de la Régie du Crématorium s'avère insuffisante.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PERMET au budget Ville de lui verser une avance remboursable d'un montant de 45.000 €,

INSCRIT

cette dépense sur la ligne 27638-01-FINAN,

INSCRIT

cette recette sur la ligne 27638-01-FINAN.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 38 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-254

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM 2010 - DECISION MODIFICATIVE N°2

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°2 du budget annexe du Crématorium 2010 qui se présente ainsi :

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	solde d'investissement reporté		Ch. 001	solde d'investissement reporté	
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves	
Ch. 13	Subvention d'investissement		Ch. 13	Subvention d'investissement	
Ch. 16	emprunt et dettes assimilées	45 000,00	Ch. 16	emprunt et dettes assimilées	45 000,00
Ch. 20	immobilisations incorporelles		Ch. 21	immobilisations corporelles	
Ch. 21	immobilisations corporelles		Ch. 23	Immobilisations en cours	
Ch. 23	immobilisations en cours		Ch. 27	immobilisations financières	
Ch. 26	Participations et créances rattachées		Ch. 040	opérations d'ordre transfert entre sections	
Ch. 27	autres immobilisations financières		Ch. 021	virement de la section exploitation	
	TOTAL	45 000,00		TOTAL	45 000,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la décision modificative N°2 du budget annexe du Crématorium 2010.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 38 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-255

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE 2010 DU PORT DES QUILLES - DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Laurence MAGNE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 du budget annexe du Port des Quilles qui se présente ainsi :

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	-16 850,00	Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	
Ch. 012	Charges de personnel et frais		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 70	Vente de produits	19 663,11
Ch. 66	Charges financières		Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 68	Dotations aux amort. provisions		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés		Ch. 75	Autres produits gestion courante	
Ch. 023	Virem. à section d'investissement	36 513,11	Ch. 77	Produits exceptionnels	
	TOTAL	19 663,11		TOTAL	19 663,11

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	solde d'investissement reporté		Ch. 001	solde d'investissement reporté	
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves	
Ch. 13	subvention d'investissement		Ch. 13	subvention d'investissement	
Ch. 16	emprunt et dettes assimilées		Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
Ch. 20	immobilisations incorporelles		Ch. 21	immobilisations corporelles	
Ch. 21	immobilisations corporelles	36 513,11	Ch. 23	Immobilisations En cours	
Ch. 23	immobilisations en cours		Ch. 27	autres immobilisations financières	
Ch. 26	Participations et créances rattac.		Ch. 040	opérations d'ordre transfert entre sections	
Ch. 27	autres immobilisations financières		Ch. 021	virement de la section exploitation	36 513,11
	TOTAL	36 513,11		TOTAL	36 513,11

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la décision modificative N°1 du budget annexe du Port des Quilles.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 38 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-256

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE DE LA REGIE DES TRANSPORTS - CLOTURE

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Patrick LAVIT Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Le budget annexe de la Régie des Transports a été constitué pour répondre aux besoins suivants :

- transporter des écoliers vers les différentes activités sportives et culturelles ainsi que vers les restaurants scolaires pour les écoles qui n'en sont pas pourvus ;
- transporter des enfants des centres aérés, les mercredis et pendant les vacances scolaires, vers les animations qui leurs sont proposées ;
- transporter des personnes occasionnellement à l'intérieur du département, essentiellement pour les services enfance jeunesse (sorties carte JAS par exemple) et service des aînés.

Considérant :

1) la diminution des sollicitations en provenance de l'Education Nationale :

L'Education nationale, pour des raisons pédagogiques, a décidé de limiter les activités périscolaires de chaque enseignant.

Amorcée l'année scolaire 2007/2008, cette décision a généré une baisse d'activité de la Régie des Transports qui est de 45% aujourd'hui.

Quotidiennement, 5 véhicules sont nécessaires, de 11h15 à 14h00 : quatre pour assurer les transports des restaurants scolaires et un pour le ramassage des enfants scolarisés à l'école Ferdinand BUISSON.

Du fait de la décision de l'Education nationale, il n'y a plus assez d'activité pour occuper ces 5 véhicules le reste de la journée.

2) la nécessité pour ce budget de s'équilibrer sans le recours à une subvention du budget général de la Ville :

Le CGCT stipule, dans son article L2224-1, que « *Les budgets des services publics à caractère industriel ou commercial exploités en régie, affermés ou concédés par les communes, doivent être équilibrés en recettes et en dépenses* ».

Par ailleurs, l'article L2224-2 dudit code dispose « *qu'il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L. 2224-1* »

L'article 7, alinéa III, de la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI) dispose que « *le financement des services de transports publics réguliers de personnes, défini par l'autorité organisatrice, est assuré par les usagers, le cas échéant les collectivités publiques et, en vertu de dispositions législatives particulières, les autres bénéficiaires publics ou privés qui, sans être usagers des services, en retirent un avantage direct ou indirect* ».

Cet article n'est pas applicable à cette Régie dans la mesure où les transports réalisés ne sont pas reconnus comme étant des transports publics réguliers de personnes au sens de la LOTI, mais des transports scolaires occasionnels.

A défaut de pouvoir augmenter son volume d'activité, l'équilibre des comptes reposerait, d'une part sur une réduction des coûts de fonctionnement et d'autre part sur l'augmentation des tarifs.

Concernant le premier point, les efforts importants déjà réalisés ne laissent aucune marge de manœuvre supplémentaire. L'augmentation du prix des prestations conduirait à une tarification supérieure à celle de la concurrence et en tous cas bien au-delà du coût réel des prestations réalisées.

3) la mise en conformité du parc de véhicules pour recevoir des personnes à mobilité réduite (PMR) :

La réglementation impose, à compter de l'année 2015, que le matériel roulant affecté aux services de transport public terrestre de voyageurs soit accessible aux personnes handicapées ou à mobilité réduite. La mise en conformité du parc de véhicules s'avère très onéreuse, surtout au regard du kilométrage parcouru.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PRONONCE la clôture du budget annexe de la régie des transports,

INTEGRE

lorsque le compte administratif 2010 de ce budget aura été adopté,

- a. le solde de la section d'investissement du budget annexe de la régie des transports au compte 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du budget Ville,
- b. le solde de la section de fonctionnement du budget annexe de la régie des transports au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » du budget Ville,
- c. les actifs et les passifs du budget annexe de la régie des transports dans le budget principal de la Ville.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-257

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SETE - OPERATION "LA STATION" - DIVERS
EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET
CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 25 %

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Vu l'opération "LA STATION" relative à la réalisation de 22 logements individuels BBC, situés rue des chantiers à Sète, par l'Office Public de l'Habitat de Sète (OPH),

Vu l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 18 novembre 2010 pour financer cette opération par des prêts PLUS CONSTRUCTION BBC et Plus FONCIER ainsi que des prêts PLA1 CONSTRUCTION BBC et PLA1 FONCIER d'un montant total de 2 182 015 €,

Vu la lettre du 24 novembre 2010 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la Ville de Sète pour les 4 prêts précités,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du CGCT,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 19,523 % des recettes réelles de la section de fonctionnement,

Considérant que l'octroi de cette nouvelle garantie ne modifie pas ce pourcentage,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – BP 20149 – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération " LA STATION ".

La destination de ces 4 prêts est la suivante :

Prêt PLUS FONCIER de 537 696 €
Financement "18 logements individuels "
Montant de la garantie : 134 424 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION BBC de 1 415 587 €
Financement "18 logements individuels"
Montant de la garantie : 353 896,75 €

Prêt PLAI FONCIER de 91 399 €
Financement " 4 logements individuels"
Montant de la garantie : 22 849,75 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION BBC de 137 333 €
Financement " 4 logements individuels "
Montant de la garantie : 34 333,25 €

Article 2 : Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Prêt PLUS FONCIER

- Montant du prêt garanti : 134 424 €
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 2,35 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0.50 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLUS CONSTRUCTION BBC

- Montant du prêt garanti : 353 896,75 €
- Durée de la période de préfinancement : 10 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 2,35 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb

- Taux annuel de progressivité : 0.50 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI FONCIER

- Montant du prêt garanti : 22 849,75 €
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 1,55 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0.00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION BBC

- Montant du prêt garanti : 34 333,25 €
- Durée de la période de préfinancement : 8 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 1,55 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0.00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 4 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 1,75 % au 18/11/2010. Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée :

- pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER soit 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION BBC et PLAI CONSTRUCTION BBC soit respectivement 8 et 10 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans

et porte sur 25 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues au titre de ces 4 prêts par l'OPH de Sète, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement des 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète pour financer l'opération "Réalisation de 22 logements individuels BBC » « LA STATION » selon les conditions précitées,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

NE PREND PAS PART AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-258

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : FDI HABITAT - OPERATION "HORIZON 360°" - DIVERS EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 75 %

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Vu l'opération " HORIZON 360°" relative à l'acquisition en VEFA par FDI HABITAT de 2 logements collectifs, situés 169 boulevard Jean-Mathieu Grangent à Sète,

Vu l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 24 septembre 2010 pour financer cette opération par un prêt PLS et PLS foncier d'un montant total de 93 474 €,

Vu la lettre du 27 octobre 2010 émanant de FDI Habitat sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 75 % de la Ville de Sète pour les 2 prêts précités,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 19,523 % des recettes réelles de la section de fonctionnement,

Considérant que l'octroi de cette nouvelle garantie ne modifie pas ce pourcentage,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 75 % pour le remboursement de 2 emprunts souscrits par FDI Habitat – 123 bis avenue de Palavas – 34966 MONTPELLIER CEDEX 2 auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération " HORIZON 360".

La destination de ces 2 prêts est la suivante :

Prêt PLS FONCIER de 45 339 €
Financement "2 logements collectifs "
Montant de la garantie : 34 004,25 €

Prêt PLS de 48 135 €
Financement "2 logements collectifs "
Montant de la garantie : 36 101,25 €

Article 2 : Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Prêt PLS FONCIER

Montant du prêt garanti	: 34 004,25 €
Durée de la période de préfinancement	: 16 mois
Durée de la période d'amortissement	: 50 ans
Durée de différé d'amortissement	: aucun
Echéance	: annuelle
Index	: livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	: 2,85 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 110 pdb
Taux annuel de progressivité	: 0.00 %
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.	

Prêt PLS

Montant du prêt garanti	: 36 101,25 €
Durée de la période de préfinancement	: 16 mois
Durée de la période d'amortissement	: 40 ans
Durée de différé d'amortissement	: aucun
Echéance	: annuelle
Index	: livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	: 2,85 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 110 pdb
Taux annuel de progressivité	: 0.00 %
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.	

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 2 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 1,75 % au 24/09/2010. Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la

valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie de la collectivité est accordée aux conditions suivantes :

- pour la durée totale du prêt PLS Foncier soit 16 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale du prêt PLS soit 16 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans

et porte sur 75 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues au titre de ces 2 emprunts par FDI habitat, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à FDI habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE sa garantie à hauteur de 75 % pour le remboursement des 2 emprunts souscrits par FDI habitat pour financer l'opération "acquisition en VEFA de 2 logements « HORIZON 360 » selon les conditions précitées,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-259

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SETE - OPERATION LE CERIANTHE - DIVERS
EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET
CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 25 %

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Vu l'opération " LE CERIANTHE" relative à l'acquisition en VEFA par l'Office Public de l'Habitat de Sète (OPH) de 4 logements collectifs, situés 8 rue jardin des fleurs à Sète,

Vu l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 25 octobre 2010 pour financer cette opération par un prêt PLUS CONSTRUCTION et Plus FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION et PLAI FONCIER d'un montant total de 268 360 €,

Vu la lettre du 4 novembre 2010 de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la Ville de Sète pour les 4 prêts précités,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du CGCT,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 19,523 % des recettes réelles de la section de fonctionnement,

Considérant que l'octroi de cette nouvelle garantie ne modifie pas ce pourcentage,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – BP 20149 – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération " LE CERIANTHE ".

La destination de ces 4 prêts est la suivante :

Prêt PLUS FONCIER de 50 162 €
Financement "3 logements collectifs "
Montant de la garantie : 12 540,50 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION de 161 940 €
Financement "3 logements collectifs "
Montant de la garantie : 40 485 €

Prêt PLAI FONCIER de 13 305 €
Financement " 1 logement collectif "
Montant de la garantie : 3 326,25 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION de 42 953 €
Financement " 1 logement collectif "
Montant de la garantie : 10 738,25 €

Article 2 : Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Prêt PLUS FONCIER

Montant du prêt garanti	: 12 540,50€
Durée de la période de préfinancement	: 6 mois
Durée de la période d'amortissement	: 50 ans
Durée de différé d'amortissement	: aucun
Echéance	: annuelle
Index	: livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	: 2,35 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
Taux annuel de progressivité	: 0.00 %
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.	

Prêt PLUS CONSTRUCTION

Montant du prêt garanti	: 40 485 €
Durée de la période de préfinancement	: 6 mois
Durée de la période d'amortissement	: 40 ans
Durée de différé d'amortissement	: aucun
Echéance	: annuelle
Index	: livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	: 2,35 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb

Taux annuel de progressivité : 0.00 %
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI FONCIER

Montant du prêt garanti : 3 326,25 €
Durée de la période de préfinancement : 6 mois
Durée de la période d'amortissement : 50 ans
Durée de différé d'amortissement : aucun
Echéance : annuelle
Index : livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel : 1,55 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb

Taux annuel de progressivité : 0.00 %
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION

Montant du prêt garanti : 10 738,25 €
Durée de la période de préfinancement : 6 mois
Durée de la période d'amortissement : 40 ans
Durée de différé d'amortissement : aucun
Echéance : annuelle
Index : livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel : 1,55 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb

Taux annuel de progressivité : 0.00 %
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 4 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 1,75 % au 25/10/2010. Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée :

- pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER soit 6 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION et PLAI CONSTRUCTION soit 6 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans

et porte sur 25 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues au titre de ces 4 emprunts par l'OPH de Sète, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement des 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète pour financer l'opération "acquisition en VEFA de 4 logements « LE CERIANTHE » selon les conditions précitées,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

NE PREND PAS PART AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-260

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SETE - OPERATION "L'ANGLORE" -
EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET
CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A HAUTEUR DE 25 %

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Vu l'opération " L'ANGLORE " de l'OPH de Sète tendant à la construction neuve de 40 logements locatifs sociaux, situés boulevard Chevallier de Clerville à Sète,

Vu l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 29 septembre 2010 pour financer cette opération par un prêt PLUS CONSTRUCTION et Plus FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION et PLAI FONCIER d'un montant total de 3 327 445 €,

Vu la lettre du 25 octobre 2010 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la Ville de Sète pour les 4 prêts précités,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du CGCT,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 19,523 % des recettes réelles de la section de fonctionnement,

Considérant que l'octroi de cette nouvelle garantie ne modifie pas ce pourcentage,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – BP 20149 – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération " L'ANGLORE ".

La destination de ces 4 prêts est la suivante :

Prêt PLUS FONCIER de 443 758 €
Financement "28 logements collectifs "
Montant de la garantie : 110 939,50 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION de 2 036 468 €
Financement "28 logements collectifs "
Montant de la garantie : 509 117 €

Prêt PLAI FONCIER de 187 739 €
Financement " 12 logements collectifs "
Montant de la garantie : 46 934,75 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION de 659 480 €
Financement " 12 logements collectifs "
Montant de la garantie : 164 870 €

Article 2 : Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Prêt PLUS FONCIER

Montant du prêt garanti	: 110 939,50 €
Durée de différé d'amortissement	: aucun
Durée de la période d'amortissement	: 50 ans
Echéance	: annuelle
Index	: livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	: 2,35 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb (point de base)
Taux annuel de progressivité	: 0.00 %
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.	

Prêt PLUS CONSTRUCTION

Montant du prêt garanti	: 509 117 €
Durée de différé d'amortissement	: aucun
Durée de la période d'amortissement	: 40 ans
Echéance	: annuelle
Index	: livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	: 2,35 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
Taux annuel de progressivité	: 0.00 %
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.	

Prêt PLAI FONCIER

Montant du prêt garanti	: 46 934.75 €
Durée de différé d'amortissement	: aucun
Durée de la période d'amortissement	: 50 ans
Echéance	: annuelle
Index	: livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	: 1,55 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
Taux annuel de progressivité	: 0.00 %

Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION

Montant du prêt garanti	: 164 870 €
Durée de différé d'amortissement	: aucun
Durée de la période d'amortissement	: 40 ans
Echéance	: annuelle
Index	: livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	: 1,55 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
Taux annuel de progressivité	: 0.50 %

Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 4 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 1,75 % au 29/09/2010. Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée :

pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER soit 50 ans
pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION et PLAI CONSTRUCTION soit 40 ans

et porte sur 25 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues au titre de ces 4 emprunts par l'OPH de Sète, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l' élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement des 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète pour financer l'opération " Construction neuve de 40 logements locatifs sociaux " L ANGLORE" selon les conditions précitées,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

NE PREND PAS PART AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-261

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SETE - OPERATION "LES GRANDS CHAIS ST LOUIS" - EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 25 %

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Vu l'opération " LES GRANDS CHAIS DE SAINT LOUIS " de l'OPH de Sète tendant à l'acquisition en VEFA de 10 logements locatifs sociaux, situés 20 rue Maurice Clavel à Sète,

Vu l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 7 septembre 2010 pour financer cette opération par un prêt PLUS CONSTRUCTION BBC et PLUS FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION BBC et PLAI FONCIER d'un montant total de 520 836 €,

Vu la lettre du 26 octobre 2010 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la Ville de Sète pour les 4 prêts précités,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du CGCT,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 19,523 % des recettes réelles de la section de fonctionnement,

Considérant que l'octroi de cette nouvelle garantie ne modifie pas ce pourcentage,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – BP 20149 – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération " LES GRANDS CHAIS DE SAINT LOUIS ".

La destination de ces 4 prêts est la suivante :

Prêt PLUS FONCIER de 130 677 €
Financement "7 logements collectifs "
Montant de la garantie : 32 669,25 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION BBC de 345 380 €
Financement "7 logements collectifs "
Montant de la garantie : 86 345 €

Prêt PLAI FONCIER de 12 300 €
Financement " 3 logements collectifs "
Montant de la garantie : 3 075 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION BBC de 32 479 €
Financement " 3 logements collectifs "
Montant de la garantie : 8 119,75 €

Article 2 : Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Prêt PLUS FONCIER

Montant du prêt garanti	: 32 669,25 €
Durée de la période de préfinancement	: 6 mois
Durée de la période d'amortissement	: 50 ans
Durée de différé d'amortissement	: aucun
Echéance	: annuelle
Index	: livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	: 2,35 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb (point de base)
Taux annuel de progressivité	: 0.00 %
Révisibilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.	

Prêt PLUS CONSTRUCTION BBC

Montant du prêt garanti	: 86 345 €
Durée de la période de préfinancement	: 6 mois
Durée de la période d'amortissement	: 40 ans
Durée de différé d'amortissement	: aucun
Echéance	: annuelle
Index	: livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	: 2,35 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb

Taux annuel de progressivité : 0.00 %
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI FONCIER

Montant du prêt garanti : 3 075 €
Durée de la période de préfinancement : 6 mois
Durée de la période d'amortissement : 50 ans
Durée de différé d'amortissement : aucun
Echéance : annuelle
Index : livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel : 1,55 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb

Taux annuel de progressivité : 0.00 %
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION BBC

Montant du prêt garanti : 8 119,75 €
Durée de la période de préfinancement : 6 mois
Durée de la période d'amortissement : 40 ans
Durée de différé d'amortissement : aucun
Echéance : annuelle
Index : livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel : 1,55 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb (point de base)

Taux annuel de progressivité : 0.00 %
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 4 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 1,75 % au 07/09/2010. Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée :

- pour la durée totale des prêts PLUS Foncier et PLAI Foncier soit 6 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS Construction BBC et PLAI Construction BBC soit 6 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans

et porte sur 25 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues au titre de ces 4 emprunts par l'OPH de Sète, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement des 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète pour financer l'opération "acquisition en VEFA de 10 logements « LE CHAI SAINT LOUIS » selon les conditions précitées,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

NE PREND PAS PART AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-262

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

**Objet : EXERCICE BUDGETAIRE 2011 - VOTE ANTICIPE DE CREDITS
D'INVESTISSEMENT**

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

L'article L 1612-1 du CGCT dispose que « *jusqu'à l'adoption du budget, ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, le Maire peut, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du ¼ des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption* ».

Afin de ne pas retarder la réalisation de certains travaux, il est donc demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur le vote anticipé de crédits d'investissement nécessaires au titre de l'exercice 2011 pour :

Budget Ville :

Service BATMAIN

en dépenses :

Eglise Saint Louis : frais d'études et de travaux liés à la dépose et à la restauration de la statue sommitale et du clocher – travaux de sécurité –

La somme de 240 000 € sur la ligne budget 2313 324 23

La somme de 15 000 € sur la ligne budget 2031 020 20

Ce marché est en cours et doit être attribué dans la deuxième quinzaine de janvier 2011.

Service AMURB

en dépenses :

Acquisitions de panneaux :	20000 €	Nature : 21578	Fonction : 821
Acquisition mobilier urbain :	15000 €	Nature : 21578	Fonction : 821
Travaux quartiers :	15000 €	Nature : 2312	Fonction : 822
Travaux compte de tiers :	5000 €	Nature : 458105	Fonction : 01

en recettes :

Entrée charretière :	5000 €	Nature : 458205	Fonction : 01
----------------------	--------	-----------------	---------------

Service PLANRES

en dépenses :

Travaux hydrants :	3000 €	Nature : 21538	Fonction : 113
--------------------	--------	----------------	----------------

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

VOTE par anticipation les crédits inscrits ci-dessus.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-263

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : EXERCICE BUDGETAIRE 2011 - VERSEMENT ANTICIPE DE SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES ET ASSOCIATIONS - FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Michel GAILHARD

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Afin de ne pas hypothéquer le fonctionnement d'associations et d'organismes auxquels la Ville apporte son appui, il est souhaitable de prévoir, d'ores et déjà, sur la base des subventions octroyées en 2010, le versement par anticipation d'une partie de celles-ci avant le vote du budget primitif 2011.

Le solde sera versé après le vote du budget primitif 2011.

Ainsi que le prévoient les textes, pour les associations ou organismes bénéficiant d'une aide de plus de 23.000 €, il sera proposé au Conseil Municipal, lors du vote du budget primitif 2011, d'adopter des avenants aux conventions pluriannuelles d'objectifs approuvées en 2009.

Les subventions seront versées en fonction du tableau récapitulatif ci-dessous :

ASSOCIATIONS	JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MARS 2011
ARAGO DE SETE	31 000 €	31 000 €	31 000 €
DAUPHINS FOOTBALL CLUB DE SETE	7 800 €	7 800 €	7 800 €
DOCKERS CLUB SETOIS	4 000 €	4 000 €	4 000 €
F.C. SETE 34	16 000 €	16 000 €	16 000 €
POINTE COURTE ASSOCIATION CLUB	3 500 €	3 500 €	3 500 €
VOILE FUN SETE	3 750 €	3 750 €	3 750 €
PETANQ'S NATIONAL SETE	4 750 €	4 750 €	
SALLE VINCENT FERRARI	2 500 €	2 500 €	2 500 €
COS	14.583 €	14.583 €	14.583 €
ART MODESTE	18.333 €	18.333 €	18.333 €
CETàVOIR	6.666 €	6.666 €	6.666 €
METISETE	7.916 €	7.916 €	7.916 €
JAZZ A SETE	5.833 €	5.833 €	5.833 €

ORGANISMES	JANVIER 2011	FEVRIER 2011	MARS 2011
EPIC TOURISME	76.000 €	76.000 €	76.000 €
CCAS	1.124.332,50 € (3/12èmes)	Le reste sera versé après le vote du budget selon un échéancier défini en accord avec le CCAS	

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

AUTORISE

le paiement anticipé de 50 % de la subvention 2010 à l'Association « PETANQ'S NATIONAL SETE » dès le mois de janvier 2011,

AUTORISE

en faveur des autres associations et de l'EPIC TOURISME le paiement anticipé par 12^{ième} de leur subvention 2010, dès le mois de janvier 2011 et ce, jusqu'au vote du budget primitif 2011,

AUTORISE

le paiement anticipé au CCAS en janvier 2011 des 3/12èmes de la subvention allouée en 2010, soit 1.124.332,50 €,

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 6574	Fonction : 40	Service : SPORT
Nature : 65737	Fonction : 95	Service : Tourisme
Nature : 657362	Fonction : 520	Service : FINAN
Nature : 6574	Fonction : 322 et 30	Service : CULT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS :

POUR : 38 – ABSTENTION : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-264

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE - DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2011

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L. 2312-1 du CGCT, je vais vous présenter les orientations du budget de la Ville pour l'exercice 2011.

Je vous rappelle que le Conseil municipal a seulement à débattre puis à prendre acte du Débat d'Orientation Budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-265

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE DE L'EAU - DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2011

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L. 2312-1 du CGCT, je vais vous présenter les orientations du budget annexe de l'Eau pour l'exercice 2011.

Je vous rappelle que le Conseil municipal a seulement à débattre puis à prendre acte du Débat d'Orientation Budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE
et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-266

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE DE LA REGIE DES POMPES FUNEBRES - DEBAT
D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2011

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L. 2312-1 du CGCT, je vais vous présenter les orientations du budget annexe de la Régie des Pompes Funèbres pour l'exercice 2011.

Je vous rappelle que le Conseil municipal à seulement à débattre puis à prendre acte du Débat d'Orientation Budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE
et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-267

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM - DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE
2011

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L. 2312-1 du CGCT, je vais vous présenter les orientations du budget annexe du Crématorium pour l'exercice 2011.

Je vous rappelle que le Conseil municipal a seulement à débattre puis à prendre acte du Débat d'Orientation Budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE
et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-268

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

FINANCES

**Objet : BUDGET ANNEXE DU PORT DES QUILLES - DEBAT D'ORIENTATION
BUDGETAIRE 2011**

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Laurence MAGNE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L.2312.1 du CGCT, je vais vous présenter les orientations budgétaires du budget annexe du Port des Quilles pour l'exercice 2011.

Je vous rappelle que le Conseil municipal a seulement à débattre puis à prendre acte du Débat d'Orientation Budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE
et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-269

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

EDUCATION

Objet : CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS - DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2011

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard BASTIDE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L.2312-1 du CGCT, je vais vous exposer les grandes lignes du projet budgétaire du Centre de Formation d'Apprentis, pour l'année 2011.

Dans le cadre de la convention quinquennale signée avec la Région, le Centre dispense des formations au profit des métiers suivants :

- BP Coiffure Option Coloriste Permanentiste – BP Option Styliste Visagiste- CAP Coiffure- BP Boulanger- CAP Boulanger – Mention Complémentaire Boulangerie Spécialisé- CAP Pâtissier – CAP Chocolatier- Mention Complémentaire Pâtisserie Glacerie Chocolaterie Confiserie Spécialisée- CAP Cuisine- BEP Métiers de la Restauration et de L'Hôtellerie- CAP Restaurant- BAC Pro Maintenance Restauration Option Organisation et Production Culinaire- CAP Boucher- CAP Réparation Entretien Embarcation de Plaisance- CAP Employé de Vente Option A Produits Alimentaires – CAP Employé de Vente Option B Produits Courants-BEP Maintenance Véhicule Automobiles Option Bateaux de Plaisance- BAC Pro Maintenance Automobile Option Bateaux de Plaisance-CAP Fleuriste – BAC Pro Secrétariat- BAC Pro Commerce.

Les orientations budgétaires 2011 ont pour ligne directrice :

I - Fonctionnement

En dépenses : 1 929 768,00 €.

➤ Le projet de restructuration du pôle restauration cuisine animé par Monsieur Guillaume BER qui induira non seulement une formation de qualité auprès des jeunes apprentis mais aussi une excellente réputation avec des retombées médiatiques et ou professionnelles avec la mise en place de repas à thèmes tout au long de l'année 2011.

- Mise aux normes des règles de sécurité (Mise en place du document Unique d'Evaluation des Risques)
- Mise en place des normes d'hygiène (élaboration du plan de maitrise sanitaire et du paquet hygiène)

En conséquence les orientations budgétaires 2011 sont évaluées à **1 929 768,00 €.**

Par rapport au Budget Primitif 2010 (pour mémoire ...1 856 578.66,00 €), il apparaît une augmentation de 73 189.34,00 €, soit + 3,94 % qui s'explique par :

- Une augmentation des charges de fonctionnement de 21 735,00, soit 4,67 %, liée à :
 - + 15 000,00 € projet de restructuration cuisine
 - + 24 600,00 € réajustement de la dotation attribuée au Lycée Professionnel Honoré de Balzac (section fleuriste du CFA) contrebalancée par une vigilance sur les autres postes de dépenses.
- Une augmentation de la masse salariale de 51 454,00 €, soit 3,73 %, qui s'explique par l'ouverture des BAC PRO Cuisine et BAC PRO Nautisme.

En recettes : 1 929 768,00 €

Le CFA est abondé par quatre sources de financement :

- A- Organisme Gestionnaire
- B- Taxe D'Apprentissage
- C- Divers
- D- Région

A- Organisme Gestionnaire : 282 232,00 € (14,63 %)

L'organisme Gestionnaire constitue la seconde catégorie de ressource, sa participation s'élèverait à 282 232 € en 2011 ce qui représenterait 14,63 % des ressources.

-B- Taxe d'Apprentissage : 145 000,00 € (7,51 %)

La taxe d'apprentissage est la troisième ressource avec un pourcentage de 7,51 %

-C- Divers 30 203,00 € (1,57 %)

Les autres ressources correspondent à diverses régies et autres participations qui s'élèveraient au montant estimatif de 30 203,00 €.

-D- La Région

La subvention annuelle de Fonctionnement de la Région : 1 343 903,00 € (69,64 %).

Pour l'exercice 2010, la dotation de la Région a été référencée à un effectif de 559 apprentis.

Une diminution de l'effectif non connu à la date de l'établissement des orientations entraînera une baisse de la dotation qui ne peut être reportée que sur la Ville.

Les subventions périphériques financées par la Région (contrat qualité- 1^{er} équipement- transport- hébergement- restauration) s'élèveraient à 128 430,00 € (6,65 %)

II – Investissement

Mise aux normes de sécurité dans l'atelier Cuisine ; changement des pianos et du four pour un montant de 39 000,00 €.

Une demande de subvention est entreprise auprès de la Région, il est prévu de compléter cette subvention attendue par un emprunt sur le budget du Centre de Formation d'Apprentis.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE
et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-270

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

EDUCATION

Objet : CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE - DEBAT D'ORIENTATION
BUDGETAIRE 2011

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard BASTIDE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L.2312-1 du CGCT, je vais vous exposer les grandes lignes du projet budgétaire du Centre de Formation Professionnelle, pour l'année 2011.

L'activité du CFP se déroule dans le cadre des dispositions de la sixième partie du livre III du Code du Travail et en application de l'article 9 de la convention quinquennale qui a été signée le 1^{er} Janvier 2009 entre la Ville de SETE, organisme gestionnaire du CFP et le Conseil Régional.

Les orientations budgétaires s'élèvent à 242 600,00 € réparties au travers de deux activités :

1- CFP : Programme Régional Qualifiant

Le Conseil Régional a notifié les stages qu'il a sélectionnés après l'appel d'offre public. Il est à noter cependant qu'à la date de rédaction des orientations le centre ne peut pas savoir si les effectifs notifiés seront atteints et donc si les stages seront réalisés ou pas.

➤CAP Restaurant - Employé de salle et service Ostréicole

Entreprise 553 H
5 Stagiaires

Subvention : 21.915,00 €

➤ CAP Cuisine Spécialités méditerranéennes :

Centre 763 H
Entreprise 553 H
7 Stagiaires

Subvention : 31 740,00 €

➤ CAP Préparateur en Produits Carnés

Centre 763 H
Entreprise 553 H
12 Stagiaires

Subvention : 41 645,00 €

TOTAL

95 300,00

Dotation Fonctionnement Ville de SETE CFP : 10 000,00 €

2- CFP- organisme support de l'APP

Budget prévisionnel :

Dépenses : 147 300,00 € Recettes : 147 300,00 €

Depuis 2009 le budget de fonctionnement et donc l'activité de l'APP dépendent pour une large part de financements liés à des marchés publics (Etat, Région) et non plus de subventions (Etats, FSE).

Marchés Publics 2011 auxquels l'APP, dans le cadre du CFP, a répondu ou va répondre :

- **ETAT** : Programme « Formations Compétences Clés »
91 600,00 € -12 700 Heures-Stagiaires

Autres Financements :

- Convention de prestation de service pour la Mission Locale d'Insertion des Jeunes du Bassin de Thau (MLIJ)
10 000,00 € - 1670 Heures-stagiaires
- Conventions de prestations avec des entreprises (Formation des salariés)
4 200,00 €
- Financement d'une action de formation dans le cadre du CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale)
Cofinancement Etat (ACES) : 4 500,00 €
Thau Agglomération : 1 000,00 €

Dotation Fonctionnement Ville de Sète APP : 36 000,00 €

La subvention sollicitée à la Ville pour l'exercice 2011 est identique à l'exercice 2010 soit 46 000,00€.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE
et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-271

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

CITOYENNETE

Objet : RECENSEMENT 2011 DE LA POPULATION - AUTORISATION DE RECETTE - FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Le recensement partiel de la population sétoise, supervisé par l'INSEE, comme chaque année depuis 2004, se déroulera du 20 janvier au 26 février 2011.

Comme habituellement, il concernera 8% des logements de notre ville dont les adresses ont été tirées au sort par l'INSEE.

Cependant, deux nouveautés se rajouteront cette année à ce recensement devenu traditionnel.

D'une part, une enquête complémentaire sur la famille et les logements sera associée au recensement habituel dans 6 des 20 secteurs de la ville définis par l'INSEE.

Ainsi, en plus du questionnaire traditionnel, les femmes de plus de 18 ans devront remplir un questionnaire complémentaire qui permettra à l'INSEE de mieux suivre l'évolution des structures familiales et de compléter les résultats du recensement sur certains thèmes comme le PACS, la garde des jeunes enfants ou les familles recomposées.

D'autre part, comme en 2006, nous devons recenser les habitations mobiles et les personnes sans abri. Ce recensement particulier étant prévu tous les 5 ans.

Ces différentes opérations seront précédées, début janvier, d'une campagne d'information et d'une tournée de reconnaissance des agents-recenseurs destinée à sensibiliser la population.

2 426 logements de la Ville seront ainsi visités par les 14 agents recenseurs recrutés par la Ville.

Pour coordonner leur travail et assurer le bon déroulement de cette opération, en liaison avec l'INSEE qui supervise le recensement, un coordonnateur communal et des collaborateurs administratifs sont nommés par le Maire parmi le personnel communal.

La rémunération des agents-recenseurs sera calculée en fonction du nombre de formulaires validés, après application d'un coefficient de pénibilité appliqué selon la difficulté d'accès de certains secteurs de la ville (relief accidenté, éparpillement de l'habitat...).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

AUTORISE le Trésorier municipal à faire recette, le moment venu, de la dotation forfaitaire de recensement sous l'imputation suivante :
Nature : 7411 – Fonction 020 – Service DRH

DECIDE que la rémunération des agents-recenseurs sera calculée selon les modalités ci-dessus énoncées,

ADOpte le tableau suivant relatif aux séances de formation et à la tarification des formulaires correctement remplis et validés :

Désignation	Tarification
Séance de formation	31,50 €
Feuille de logement	1,20 €
Bulletin individuel	2,00 €
Tournée de reconnaissance	150 €
Coefficient de pénibilité	De 1 à 3

DECIDE qu'en raison des missions supplémentaires qui leur seront dévolues et des permanences qu'ils assureront, les collaborateurs administratifs du coordonnateur communal seront indemnisés forfaitairement à raison de 270 € chacun,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 64131 et 64111 – Fonction 020 – Service : MADRH.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-272

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

SPORTS

Objet : DEVELOPPEMENT SPORTIF DE HAUT NIVEAU - RENOUVELLEMENT DE LA
CONVENTION AVEC LE COMITE REGIONAL DE GYMNASTIQUE ET
L'ASSOCIATION DOCKERS CLUB SETOIS - FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Serge PAIOLA, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de la politique du développement sportif de haut niveau, et plus particulièrement concernant les Féminines, la Ville de Sète, s'associe avec le Comité Régional de GYMNASTIQUE Languedoc Roussillon et l'Association des DOCKERS Club Sétois, afin de mettre en place, à SETE, des Centres Régionaux d'entraînement en Gymnastique et Natation Synchronisée, pour des jeunes de 11 à 16 ans, suivant les modalités figurant sur la convention annexée à la présente délibération.

Le Comité Régional de Gymnastique et l'Association des Dockers prennent en charge l'organisation de toute la logistique liée à ces formations.

La Ville de SETE participe, d'une part par la mise à disposition des équipements sportifs NAKACHE et BIASCAMANO respectivement au Comité Régional de GYMNASTIQUE Languedoc Roussillon et à l'Association des DOCKERS Club Sétois, d'autre part en finançant 50% des frais d'hébergement et de restauration des deux groupes qui encadrent 5 sportifs dans chaque discipline sans que cette aide puisse excéder la somme de 25 000 € T.T.C. pour la saison sportive 2010/2011

Ce projet ne pourrait être mis en place et maintenu sans le concours financier de la Ville, et grâce à cela, nos jeunes sétoises, intégrées à ces groupes, et confrontées à l'élite dans leur discipline ne pourront que progresser au niveau national.

Cette convention établie pour la saison sportive 2010/2011 reconduit le dispositif mis en place pour la saison sportive 2009/2010 que la Ville souhaite voir pérennisé.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE cette convention,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à la signer ainsi que tout document s'y rapportant,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 6745 Fonction : 415 Service : SPORT

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-273

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

ACTIONS EDUCATIVES - ENFANCE - JEUNESSE

Objet : DISPOSITIF "AIDE AUX VACANCES ENFANTS" - CONVENTION PASSEE AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MONTPELLIER - RENOUVELLEMENT POUR L'ANNEE 2011 - FINANCEMENT - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Montpellier reconduit en 2011 le dispositif mis en place en 2010 « Vacaf AVE » (Aide aux Vacances Enfants) pour les séjours d'enfants organisés par la Ville.

Ce dispositif a pour but d'assurer les inscriptions des enfants dans les centres de vacances assurant un accueil avec hébergement et le financement de ces organismes selon le barème fixé par décision du Conseil d'Administration de la CAF de Montpellier.

Or, le constat qui a été fait en fonction des données socio-économiques de la population sétoise révèle que les aides accordées par la CAF ne suffisent pas aux familles pour les aider à l'accès aux loisirs de leurs enfants.

La CAF propose de mettre en place avec la Ville une convention de financement qui permettra la prise en charge partielle des séjours des enfants et jeunes bénéficiaires de ce dispositif, dans la limite des enveloppes budgétaires votées par son Conseil d'Administration.

La ville, quant à elle, participera financièrement pour compléter les aides reçues. Les propositions de participation évolueront de 20 à 30 % en fonction des situations des familles et de leur quotient familial.

Cette convention serait passée pour l'année 2011.

Considérant qu'il convient de poursuivre cette action afin d'assurer une continuité de services aux familles,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la convention de financement du dispositif « Aide aux Vacances Enfants » à passer avec la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier pour l'année 2011,

Autorise le Maire ou l'élu délégué à la signer ainsi que tout document s'y rapportant,

ADOpte la participation financière de la Ville qui évoluera de 20 à 30 % pour compléter les aides reçues de la CAF pour le départ en vacances des enfants dont les familles ne disposent pas de ressources suffisantes,

Autorise Le Trésorier municipal à faire recette, le moment venu, de la participation financière versée par la CAF sous les imputations suivantes :
Gest : ENFJ Utilis : ADOSFAMI imputation 7478-421
Gest : ENFJ Utilis : STHUGUES imputation 7478-421

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-274

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

EDUCATION

Objet : ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES PUBLIQUES - CHANGEMENT DES HORAIRES - GENERALISATION DU DISPOSITIF - CONFIRMATION PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY, Adjointe, s'exprime en ces termes :

Monsieur l'Inspecteur de l'Education nationale, au mois de mai 2010, s'est rapproché de la Ville pour demander le changement des horaires d'entrée et de sortie des écoles maternelles et élémentaires de la commune, dans l'objectif d'harmoniser l'aide personnalisée dispensée auprès des élèves des écoles primaires.

Ce changement entraînant quelques aménagements sur les temps d'accueils du matin et du midi, la Ville a souhaité mettre en place une expérience, soumise à titre informatif à la Commission Technique Paritaire du 2 juillet 2010, sur deux écoles maternelles dont les enfants bénéficiaient du transport scolaire sur le temps méridien.

En effet, lors de réunions avec les différents services concernés et Monsieur l'Inspecteur de l'Education nationale, nous avons noté les différentes adaptations que cela demanderait à chacun. Il s'avérerait que la réduction de ce temps entre 12H00 et 14H00 pouvait être plus contraignante dans sa mise en œuvre dans les écoles maternelles n'ayant pas de restaurant scolaire sur place.

C'est pourquoi, après une entente entre les différents partenaires, et une expérience dès la rentrée de septembre 2010 a été menée sur les écoles maternelles Louis Blanc et Hélène Boucher pour tester l'incidence de ces nouveaux horaires sur les temps du matin et du midi, avant d'étendre le dispositif à toutes les écoles de la ville ; les directrices et les ATSEM craignant également un sureffectif sur le temps d'accueil du matin.

Or, lors de la réunion des directeurs le 16 novembre dernier, les écoles ont exprimé leur satisfaction des travaux menés dans les deux établissements précités ayant servi de modèle d'expérimentation.

Par ailleurs, après que Monsieur l'Inspecteur de l'Education nationale ait demandé à tous les directeurs d'inscrire cette nouvelle organisation à l'ordre du jour de tous les Conseils des écoles pour présentation aux parents, il apparaît qu'une majorité d'avis favorables à ces nouveaux changements d'horaires s'est exprimée.

Cette proposition a également été soumise à l'avis du comité technique paritaire du 8 décembre 2010.

Les nouveaux horaires prévus sont :

- 8h20 à 8h50 : aide personnalisée
- Heures d'entrées : 9h et 14h
- Heures de sorties : 12h et 17h
- L'accueil et la surveillance des élèves étant assurés dix minutes avant l'heure d'entrée en classe au début de chaque demi-journée.

En outre, il conviendra d'adapter les horaires d'accueil du matin et du midi sans repas des ALAE en conséquence (7H45 – 8H50, 12H00 – 12H15).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

CONFIRME l'accord de principe donné à Monsieur l'Inspecteur d'Académie pour généraliser ce dispositif à compter du 3 janvier 2011

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 30 – ABSTENTION : 9

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-275

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

ACTION SOCIALE

**Objet : SOCIETE CRECHE CONCEPT - CONVENTION DE RESERVATION DE PLACES
DANS UNE CRECHE INTER-ENTREPRISES - AVENANT N°1**

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Conception CANDORE-PELIZZA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Par délibération du 15 septembre 2009, nous avons approuvé une convention de partenariat entre la Ville, le CCAS et la société Crèche Concept pour la réservation de cinq places dans la crèche privée inter-entreprises située au quai des moulins et aujourd'hui dénommée « Blanche Lune ».

Par cette convention, la Ville de SETE s'engageait à verser une participation forfaitaire annuelle de 11 500 € par place, soit une dépense annuelle de 57 500 €, fixée à partir d'un budget prévisionnel établi par Crèche Concept.

La crèche « Blanche lune » a ouvert ses portes en septembre dernier et une analyse plus fine de ses coûts de fonctionnement permet aujourd'hui à la société Crèche Concept de nous proposer six places pour le même coût global de 57 500 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE l'avenant n°1 à la convention passée avec la société Crèche Concept,

AUTORISE le Maire ou l'élue délégué à le signer ainsi que tous documents s'y rapportant,

AUTORISE le Maire ou l'élue délégué à solliciter et signer un avenant au contrat enfance jeunesse passé avec la CAF afin d'y intégrer ces nouvelles dispositions.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 30 – ABSTENTION : 9

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-276

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

PERSONNEL

Objet : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Je vous prie de bien vouloir prononcer la modification suivante au tableau des effectifs :

Au titre des créations de postes :

Budget de la Ville :

Catégorie A :

- 01 poste dans le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le tableau des effectifs ainsi modifié,

Autorise le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant,

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 64111 Fonction : 020 Service : DRH

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-277

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

PERSONNEL

**Objet : ENGAGEMENT DE PERSONNELS INTERMITTENTS DU SPECTACLE -
FINANCEMENT**

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de ses animations culturelles et festives, la Ville de Sète est amenée à s'assurer du concours d'artistes et de techniciens du spectacle vivant, en vue de leur production ou de tout autre emploi tel que visé à l'article L 7121-2 du Code du Travail.

En application de l'article L 7121-3 du même code, tout contrat par lequel une personne s'assure, moyennant rémunération, le concours d'un artiste ou d'un technicien, en vue d'une production, est présumé être un contrat de travail.

Il apparaît donc nécessaire dans le cadre des manifestations que la Ville organise, de créer, en vue de leur recrutement, un certain nombre d'emplois d'intermittents du spectacle.

Dans le cadre du secteur d'activités des spectacles, il est d'usage constant de recourir à des contrats à durée déterminée, tels que régis par les dispositions de l'article L 1242-1 6° du Code du Travail. Les activités du spectacle dont il s'agit sont par nature saisonnières et leur objet est lié à la politique culturelle et festive définie par la municipalité.

En application des dispositions du Code du Travail, la rémunération des intermittents du spectacle est versée sous forme de cachet soumis à la délivrance d'un bulletin de salaire et assujetti au paiement des charges sociales. Ces dernières, après une déclaration préalable à l'embauche auprès d'une caisse unique : le GUSO, sont payées à ladite caisse.

Il est donc nécessaire, au titre de l'année 2011, de créer des postes d'intermittents du spectacle.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PROCEDE en 2011, pour répondre aux besoins des services, à la création de postes d'intermittents du spectacle, artistes et techniciens, en fonction des besoins de la politique festive et culturelle de la Ville de Sète. Ces emplois ainsi créés seront pourvus conformément aux dispositions du Code du Travail susvisées,

DECIDE que les dépenses en résultant seront imputées sur les crédits prévus à cet effet dans les différents services :
Nature : 6228

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-278

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

COMMERCE - ARTISANAT

Objet : CASINO DE SETE - CAHIER DES CHARGES POUR L'EXPLOITATION DES JEUX
PAR LA SA SETE LOISIRS - AVENANT N°13 - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Francis HERNANDEZ, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Le cahier des charges pour l'exploitation des jeux au Casino de Sète prévoit dans son article 4 que les recettes supplémentaires inscrites au compte 471 « Prélèvement à employer » servent à financer des projets qui doivent être adoptés par avenant.

Il s'agit des recettes perçues du 1er novembre au 31 octobre de l'année suivante et qui, pour la période 2008-2009 s'élèvent à 35 175 €.

Cette somme sera affectée :

- pour moitié (soit 17 587,50 €) au Casino de Sète afin d'améliorer l'établissement et ses abords, en vue d'augmenter son pouvoir attractif,
- pour moitié (soit 17 587,50 €) à la Ville afin de procéder à des investissements nouveaux contribuant à augmenter le pouvoir attractif de la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte l'avenant n°13 au cahier des charges pour l'exploitation des jeux du casino de Sète, annexé à la présente,

Autorise le Maire ou l'élu délégué à le signer ainsi que tout document s'y rapportant,

Autorise le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu de la subvention.
Nature : 1388 Fonction : 91 Service : MADOPB

DELIBERATION ADOpTEE A LA MAJORITE PAR 30 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-279

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

COMMERCE - ARTISANAT

Objet : EXPLOITATION DU CASINO DE SETE-- LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - ADOPTION DU CAHIER DES CHARGES ET DE LA CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Francis HERNANDEZ, Adjoint, s'exprime en ces termes :

L'actuelle délégation de service public à Sète loisirs SAS, pour l'exploitation du casino de la Corniche, se termine le 31 octobre 2011.

Au-delà de cette date, le renouvellement d'une telle activité s'imposait comme une évidence économique et touristique pour Sète.

En effet, s'il est vrai que depuis 2008 et l'interdiction de fumer dans les lieux publics notamment, l'activité du casino a connu une baisse sensible, il n'en demeure pas moins que sa présence a des effets bénéfiques sur le tourisme et l'économie locale :

- des effets directs ; recettes provenant du prélèvement sur les jeux et emplois générés,
- des effets indirects, en attirant toute l'année des publics en recherche d'offres diversifiées.

La décision a donc été prise de perpétuer cette exploitation et de la continuer dans le cadre d'une gestion déléguée, en application des articles L1411-1 et suivants du CGCT.

Conformément à la réglementation, le comité technique paritaire et la commission consultative des services publics locaux, réunis respectivement les 8 septembre et 10 décembre derniers ont émis un avis favorable sur ce mode de gestion.

Cette délégation présente deux spécificités ; elle est conclue pour une durée de 3 ans, jusqu'au 31 octobre 2014 et elle s'exercera dans les locaux actuels du casino à la Corniche.

La brièveté de la délégation est due au fait qu'à échéance, le casino pourrait être déplacé sur un autre site.

Il a donc fallu organiser une période transitoire qui permette d'assurer la continuité du service public.

Durant cette période, le casino continuera à être exploité dans le bâtiment de la Corniche, au besoin sur la base d'une convention d'occupation précaire, si le futur délégataire n'en était pas le propriétaire actuel.

Cette convention sera donc annexée au cahier des charges servant de document de consultation dans la présente procédure.

Conformément à l'article L1411-4 du CGCT, le rapport présentant les caractéristiques générales des prestations que doit assumer le délégataire est joint à la présente.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE le lancement d'une procédure de délégation de service public pour l'exploitation d'un casino à Sète,

APPROUVE les documents nécessaires à cette consultation, cahier des charges et convention d'occupation précaire, ci-après annexés,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à lancer l'appel à candidatures et à accomplir tous les actes nécessaires à la procédure,

DECIDE que la dépense correspondante sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature 62311. Fonction 91. Service DOPB.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 30 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-280

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : PNRQAD - PROGRAMME DE REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS DEGRADES DE SETE - CONVENTION PLURIANNUELLE 2011-2017 A PASSER AVEC L'ANRU, L'ANAH, L'ETAT, THAU AGGLOMERATION, LE CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT, LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, LE COMITE INTERPROFESSIONNEL DU LOGEMENT, L'OPH DE SETE ET LA SA ELIT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

La Ville de SETE s'est portée candidate au Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (P.N.R.Q.A.D.) après l'accord du conseil municipal du 7 juillet 2009 et a été retenue pour son projet de requalification des quartiers Révolution, Ile Sud, et Quartier haut dont le périmètre sectorisé a été fixé par le décret n°200 9-1780 du 31 décembre 2009.

Pour la définition de ce projet ambitieux et durable, la commune a bénéficié du bilan des actions précédentes des Opérations Programmées de l'Amélioration de l'Habitat et du Périmètre de Restauration Immobilières de l'ile sud.

Le PNRQAD constitue une opportunité majeure pour la mise en œuvre de ce projet notamment en raison de la complémentarité des actions engagées dans le cadre d'un large partenariat.

Une convention pluriannuelle, d'une durée de sept ans, est à conclure entre l'ANRU, l'Etat, l'ANAH, la communauté d'agglomération de Thau agglomération, la Caisse des Dépôts et Consignations, le Comité Interprofessionnel du Logement, l'OPH de Sète et la Ville de Sète, partenaires financiers du projet. La signature de cette convention est prévue à la fin de l'année 2010.

Le programme de requalification de ces quartiers a fait l'objet d'une mise au point vis-à-vis des critères de recevabilité du règlement général relatif au P.N.R.Q.A.D. adopté par le Conseil d'administration de l'A.N.R.U en juillet 2010.

Ce programme comprend l'ensemble des actions qui concourent à la requalification globale du centre ancien tout en favorisant la mixité sociale, en recherchant un équilibre de quartier durable entre habitat et autres activités, en améliorant la performance énergétique des bâtiments. Ainsi, le programme comprend à la fois les opérations du projet validées par l'ANRU, l'Anah et l'Etat et les opérations complémentaires, hors projet, financées par les autres partenaires dans le cadre de la présente convention ou d'une convention de partenariat spécifique.

Ces actions répondent aux 5 enjeux forts de cette requalification globale, à savoir :

1 - La requalification durable des logements privés anciens et de certains îlots en luttant contre le logement indigne et en reconquérant le parc privé vacant

Il s'agit d'engager des actions concentrées sur les îlots stratégiques et sur des immeubles isolés ciblés dans les trois secteurs (Quartier Haut, Révolution, et Ile Sud) du centre ancien où l'habitat ancien très dégradé pose le plus de problèmes.

Ces actions vont permettre de remettre sur le marché des logements inoccupés, d'améliorer la qualité des logements, de diversifier l'offre en logement adapté pour l'ensemble des profils de ménages et les jeunes, et favoriser le maintien des personnes âgées dans leur logement.

2 – La production de logements sociaux publics et de logements à loyers maîtrisés.

Il s'agit d'augmenter le nombre de logements à loyer contrôlé et conventionnés social et le nombre de logements sociaux publics.

La production de logements pour primo-accédants en direction des jeunes sera suscitée dans les opérations privées.

3 – La requalification de l'espace public :

Il s'agit de réhabiliter la trame viaire et certains espaces publics pour les usages de proximité.

4 – L'amélioration d'équipements et services :

Il s'agit de mettre en place des services destinés aux personnes en difficulté, aux jeunes, et d'assurer le maintien à domicile des personnes âgées.

Il est prévu de regrouper les services d'accès à l'information sur le logement des usagers et d'assurer un suivi de leurs parcours logement.

5 – Le soutien aux activités économiques

Il s'agit de revitaliser les pôles de petits commerces et des services de proximité des quartiers.

Le projet global de requalification qui sert de base à la conclusion de la présente convention comprend un ensemble d'opérations dont le financement est réparti entre les partenaires signataires.

La convention ci-annexée présente ces opérations par engagement des principaux signataires conformément à la convention cadre de l'ANRU, à savoir les engagements

- De L'ANRU et des collectivités
- De L'ANAH et des collectivités

- De L'Etat et des collectivités
tels que développés ci- après :

1 Les Opérations approuvées et financées par l'ANRU et les collectivités sont:

1.1 Les opérations de requalification d'îlots dégradés :

Elles consistent en des acquisitions pour une réhabilitation complète d'immeubles ou pour leur recyclage avec travaux de démolition partielle pour aérer le tissu ou de reconstruction.
Sont notamment concernés les îlots Pierre Sépard, Caraussane, Saint-Louis et Jean Jaurès ainsi que des immeubles diffus et l'opération de la Maison de l'Habitat.

Ces opérations sont regroupées par maître d'ouvrage en 3 opérations financées par l'ANRU :

- Immeuble 14 rue Lazare Carnot, îlot Pierre Sépard, Maison de l'Habitat,
- Immeuble 17 rue Pierre Sépard et l'îlot Caraussane,
- Ilot Saint-Louis, îlot Jean Jaurès et immeubles ciblés diffus des quartiers Haut et Révolution.

En complément, hors financement ANRU, sont inscrits au projet la requalification de 3 immeubles diffus sur les 3 quartiers.

Ces opérations seront menées par l'aménageur du PRI Ile sud et un aménageur en cours de désignation sur les quartiers anciens du centre ville ainsi que par l'Office Public de l'Habitat de Sète.

Les objectifs en matière de production de logements en sortie d'opérations sont de 118 logements dont 23 logements publics sociaux et 57 logements privés conventionnés, réalisés à partir de l'acquisition – recyclage de 28 immeubles représentant environ 167 logements.

Le coût global des opérations du recyclage dans les îlots et immeubles dégradés est évalué à 14 097 K€ H.T.

Le déficit de l'opération après cession foncière est estimé à 8 531 K€ H.T.

Le financement réservé à cette opération est :

Pour L'ANRU de 3 878,66 K€

Pour La Ville de SETE de 3 731,67 K€ dont 627 K€ déjà prévu dans la concession d'aménagement du périmètre de restauration immobilière ile sud.

Pour Thau Agglo de 920,74 K€.

1.2 Les travaux d'aménagement de proximité

Ces travaux d'aménagement de rues et place aux abords des îlots dégradés, dont le maître d'ouvrage est la Ville de Sète, concernent les rues Révolution, Lapeyrade, Caraussanne, Paul Valéry, Louis Blanc, Garenne.

Sur un coût global évalué à 1 850 000€ H.T, le financement réservé à cette opération est :

Pour L'ANRU de 611,92 K€

Pour la Ville de SETE : 1 053,08 K€

Pour Thau Agglo : 185 K€

1.3 D'autres interventions sur l'habitat au travers de trois actions :

1^{ère} action :

Il s'agit de constituer un parc de 6 logements pour le relogement temporaire des personnes concernées par les travaux de démolition ou de restructuration lourde de leur logement.

Sur un coût global évalué à 90 K€ H.T, le financement réservé à cette opération est :

Pour L'ANRU : 45 K€

Pour la Ville de SETE : 36 K€
Pour Thau Agglomération : 9 K€

2^{ème} action :

Il s'agit d'effectuer le portage de lots dans les copropriétés dégradées afin de mobiliser celles-ci vers la réalisation de travaux en coordination avec l'OPAH copropriété dégradée.

Pour un portage de 43 lots de copropriété repartis sur les 3 quartiers dont le déficit est évalué à 813,43 K€ H.T, le financement réservé est de:

Pour l'ANRU : 406,72 K€
Pour la Ville de SETE : 325,37 K€
Pour Thau Agglomération : 81,34 K€

3^{ème} action :

Il s'agit de réaliser des travaux de résidentialisation qui concernent 31 logements ou 5 / 6 immeubles situés à proximité des opérations de requalification d'îlots ou d'immeubles dans le quartier Révolution et quartier Haut.

Le financement réservé à cette opération évaluée à 310 K€ H.T est :

Pour l'ANRU de 124 K€
Pour la Ville de SETE de 186 K€

1.4 L'Intervention portant sur les équipements de proximité

Il s'agit des opérations suivantes :

L'aménagement de la Maison de l'Habitat dans le quartier île Sud dont le maître d'ouvrage est la Ville de Sète.

Sur un coût global évalué à 150 K€ H.T le financement réservé à cette opération est :

Pour l'ANRU : 60 K€
Pour la ville de Sète : 75 K€
Pour Thau Agglomération : 15 K€

La rénovation du foyer des personnes âgées Marceau, rue Révolution dont le maître d'ouvrage est l'OPH de Sète.

Le financement réservé à cette opération de 380 K€ H.T est :

Pour l'Anu : 152 K€
Pour la Ville de Sète : 228 K€

La construction de locaux associatifs « jeunes travailleurs » rue Max Dormoy dont le maître d'ouvrage est l'OPH de Sète.

Sur un cout global évalué à 185,52 K€ H.T le financement réservé à cette opération est :

Pour l'ANRU : 74,21 K€
Pour la Ville de Sète : 111,31K€

1.5 L'intervention pour la requalification des commerces

Pour la remise en activité d'un commerce de proximité, le financement réservé à cette opération est :

Pour l'ANRU de 60 K€
Pour la Ville de Sète de 40 K€

1.6 L'Intervention sur l'ingénierie de projet dont la maitrise d'ouvrage est assurée par la Ville de Sète.

L'ingénierie de ce projet comprend :

- Les Expertises préalables et opérationnelles,
- La concertation et la communication,
- Le pilotage opérationnel du projet
- L'accompagnement social des ménages (MOUS relogement)

Le financement réservé à l'ensemble de ces dépenses évalué à 1 329 000 € H.T est :

Pour l'ANRU : 587,5 K€

Pour la ville : 664,5 K€

Pour la Caisse des Dépôts et Consignations : 77 K€

Le montant total du financement réservé à l'ensemble de ces interventions est :

Pour l'ANRU de 6 000 K€.

Pour la Ville de Sète de 6 450,94 K€

Pour Thau Agglo de 1 211,08 K€

Pour la Caisse des Dépôts et Consignations de 77 K€

2 Les opérations financées par l'ANAH et par les collectivités

Ces opérations concernent l'aide à la réhabilitation du parc privé et à des opérations de résorption de l'habitat insalubre (RHI) et de traitement de l'habitat insalubre remédiable et des opérations de restauration immobilière (THIRORI).

Concernant l'aide à la réhabilitation du parc privé, les objectifs en matière de réhabilitation de ce parc avec l'aide de l'Anah sont détaillés dans la convention d'OPAH RU jointe en annexe à la présente convention.

Les objectifs généraux visés par l'OPAH RU en 5 ans sont les suivants:

- 110 logements de propriétaires occupants,
- 240 logements de propriétaires bailleurs,
- Le volet "copropriété dégradé" devrait permettre d'accompagner le redressement de 39 copropriétés concernant environ 195 logements.

Le plan de financement prévoit pour un coût de travaux et de suivi d'animation d'OPAH, de 17 989 285 € H.T et un engagement financier (hors propriétaires privés) :

Pour L'ANAH de 5 960 K€

Pour Thau Agglo de 1 352,691 K€

Pour le délégataire à la pierre de 80 K€

Pour la Ville de SETE de 42 K€

L'OPAH RU sera prolongée ou renouvelée après les 5 ans de durée normale. La participation de l'ANAH dans le cadre de la prolongation sur 2 ans en coordination avec les objectifs du PNRQAD (7 ans) est évaluée à 2 300 K€ H.T.

Sont également prévues des **opérations de résorption de l'habitat insalubre (RHI) et de traitement de l'habitat insalubre remédiable et des opérations de restauration immobilière (THIRORI).**

Deux ou trois immeubles repérés et signalés en insalubrité dans le PRI ile sud pourront faire l'objet d'une demande d'un financement à ce titre sous réserve de leur acceptation.

3 Les opérations financées par l'Etat et les collectivités

Ces opérations concernent la production de logements dont les logements sociaux publics.

Le PNRQAD, par le biais des opérations de recyclage, permettra la production de 92 logements sociaux publics neufs ou réhabilités. Un objectif susceptible d'évoluer en fonction des projets en accession sociale, ainsi que la transformation en logements sociaux des logements temporaires utilisés pendant le temps de l'opération pour le relogement.

Le coût global de l'opération est évalué à 10 042,358 K€ H.T

La répartition de l'ensemble des logements sociaux, selon les catégories PLAI / PLUS sera établie en cohérence avec le PLH intercommunal.

Le déficit évalué à 1 778 ,65 K€ H.T environ est financé par l'Etat, les délégataires de l'aide à la pierre et les bailleurs sociaux sur fonds propres.

Les opérations complémentaires financées par la communauté d'agglomération Thau Agglo et la Ville de Sète.

D'autres projets, non financés par l'ANRU, contribuent à exercer un effet de levier sur le projet du PNRQAD. Ils visent à accélérer la dynamique de restructuration du quartier et permettront l'amélioration du cadre de vie des habitants du centre-ville.

Il s'agit principalement d'actions visant :

La restauration des façades (80 façades environ) Le financement réservé à cette opération évaluée à 400 K€ H.T est répartie pour moitié à charge de la Ville et de Thau Agglomération.

La requalification des commerces. Le financement réservé à cette opération évaluée à 74,4 K€ H.T est :

Pour la Ville : 16,8 K€

Pour Thau Agglomération : 16,8 K€

Le complément de financement est assuré par les autres partenaires de l'opération FISAC.

Les actions d'accompagnement contribuent également à la réussite du projet de requalification ; il s'agit :

- d'assurer le relogement des ménages rendu nécessaire par les opérations de requalification d'îlots dégradés ;
- de mesures d'insertion par l'économie et l'emploi des habitants ;
Les signataires de la présente convention s'engagent à mettre en œuvre les dispositions prévues par la charte nationale d'insertion de l'ANRU.
- de mettre en place une gestion urbaine de proximité par l'action conjointe de la collectivité locale et des propriétaires au premier rang desquels les bailleurs sociaux.

L'organisation de la conduite de ce projet d'ensemble, à la fois long et complexe, est l'une des principales conditions de sa réussite

Cette organisation répond à plusieurs exigences :

Un pilotage politique et technique fort, et la mobilisation de ressources dédiées à la coordination des actions par un chef de projet appuyé par une équipe projet transversale aux compétences spécialisées multiples.

La conduite du projet est partenariale. Elle est organisée comme suit :

Un Comité de Pilotage stratégique PNRQAD, qui réunit l'ensemble des institutions signataires de la convention, ainsi que les partenaires associés. Cette instance s'appuie sur un Comité technique PNRQAD.

La conduite opérationnelle du projet de requalification et la coordination transversale des actions est assuré par la Ville de SETE qui mobilisera pour cela :

- Un Groupe de pilotage local PNRQAD, présidé par le Maire de Sète ou son représentant,

- Le chef de projet PRQAD de SETE,
- Une équipe projet fonctionnant au moyen de comités de suivi thématiques, pilotés et animés par le chef de projet,
- Les maîtrises d'ouvrage des opérations, dont notamment l'opérateur de l'OPAH RU, les concessionnaires des deux opérations d'aménagement et du bailleur social,

La réussite de ce projet dépend de la participation du bailleur social aux actions de production de logements publics et du relogement qui s'effectuera dans le cadre d'un partenariat resserré entre les collectivités et les bailleurs qui s'engageront à aider au relogement.

Une concertation et une information sur le projet de requalification seront organisées en direction des habitants des quartiers par le porteur du projet et les maîtres d'ouvrages signataires de la convention.

Le plan de financement des opérations du projet

Le tableau financier en annexe de la convention est un tableau prévisionnel des dépenses et des recettes estimées, opération par opération, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, au sens du règlement comptable et financier de l'ANRU qui réserve des crédits sur les ressources financières du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés.

Le plan de financement global établi sur 7 ans, qui comprend à la fois les opérations financées par l'ANRU, l'ANAH, l'ETAT (via les délégataires) et les collectivités, et celles financées uniquement par les collectivités, définit, sur un coût total de 60,604 M d'€, un déficit de 26,640 M d'€.

Ce déficit est porté ainsi qu'il suit par les partenaires institutionnels du projet:

L'ANRU : 6 000 K€
 L'ANAH : 8 403 K€
 La Ville de SETE : 6 726 ,53 K€
 La Communauté d'agglomération Thau Agglo : 3 859,15 K€
 Le Conseil Général : 777 K€
 Le Conseil Régional : 402,09 K€
 Les bailleurs sociaux : 354,86 K€
 Le FISAC : 24 K€
 La Chambre de Commerce et d'Industrie : 16,8 K€
 La Caisse des dépôts et consignations : 77 K€.

Les modalités d'engagement financier des partenaires

Il est rappelé d'une part que les engagements contractuels souscrits par l'ANRU ne valent que dans la limite de la réalité des coûts des opérations physiques ou de la justification des éléments de calcul des dépenses forfaitaires produits dans les conditions administratives et techniques applicables au moment de l'engagement financier de l'opération physique.

D'autre part, sur les modalités d'attribution et de versement des subventions de l'Etat et de l'Anah :

- les subventions de l'Etat sont attribuées dans les conditions et selon les modalités prévues par le CCH et le décret n° 99- 1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement ;
- les subventions de l'Anah sont attribuées dans les conditions et selon les modalités prévues par les articles R321-1 et suivants du CCH et par le règlement général de l'Anah.

Concernant l'engagement des collectivités partenaires, le règlement général de l'ANRU prévoit qu'en cas de défaillance d'une collectivité, la ville porteur de projet devra se substituer financièrement à la participation des partenaires défaillants, ou bien pourra renégocier la convention dans le cadre d'un avenant avec ses partenaires. La finalisation des participations des autres partenaires est en cours.

La convention prévoit les modalités de suivi et de contrôle permanent du projet ainsi que les missions d'évaluation par les partenaires financiers.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

<u>APPROUVE</u>	les termes de la convention PRQAD de SETE ci- annexée,
<u>AUTORISE</u>	le Maire ou l'élue délégué à la signer ainsi que tout document s'y rapportant,
<u>AUTORISE</u>	le Maire ou l'élue délégué à poursuivre les négociations avec les collectivités partenaires.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-281

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT-RENOUVELLEMENT URBAIN "LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE AVEC VOLET COPROPRIETES DEGRADEES DU CENTRE ANCIEN DE SETE" - CONVENTION D'OPERATION A PASSER AVEC THAU AGGLO, L'ANAH ET LE CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT - FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

La délibération du Conseil communautaire de Thau Agglomération du 10 décembre 2003 porte déclaration de l'intérêt communautaire en matière d'équilibre social de l'habitat,

Le Programme Local de l'Habitat (2009-2014) de Thau agglo prévoit notamment une démarche volontariste de renouvellement urbain des centres anciens.

Le centre ancien de la Ville de Sète a fait l'objet de deux opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les périodes 1999-2002 et 2005-2009 qui ont permis de lancer une forte dynamique de réhabilitation.

Le bilan de l'OPAH RU, dressé en 2009, pour la Communauté d'Agglomération a mis en évidence les besoins encore présents tel que :

- Un potentiel de logements vacants encore mobilisables

- La présence de logements indignes et de copropriétés nécessitant des traitements ciblés
- L'enjeu constitué par le maintien à domicile des propriétaires occupants âgés
- Des préoccupations environnementales concernant l'amélioration de la performance énergétique des logements.

L'étude pré opérationnelle d'une nouvelle OPAH menée en 2009 par Thau Agglo a permis de préciser les besoins et le potentiel de réhabilitation sur l'ensemble du territoire et d'apprécier la pertinence de la mise en place de dispositifs financiers et opérationnels.

Elle a permis de distinguer deux périmètres dont celui du centre ancien de Sète sur lequel des problématiques spécifiques ont été identifiées.

Sète présente un centre urbain dense et un tissu morphologiquement contraint et difficile à réhabiliter de par la présence de copropriétés, un bâti structurellement défaillant et une population paupérisée.

La problématique d'amélioration thermique est présente particulièrement sur le centre ancien de Sète avec des logements mal isolés et mal chauffés.

La Ville de Sète est par ailleurs engagée dans une politique de requalification et de renouvellement urbain de son centre historique. Elle a été retenue pour son projet de requalification des quartiers Révolution, Ile Sud et Quartier Haut dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens dégradés (PNRQAD).

Sur la base de ce constat, les partenaires institutionnels (ANAH, Département, Thau agglomération et la Ville de Sète) proposent la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain (OPAH RU) incluant le périmètre du Programme de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PRQAD) fixé par décret du 31 décembre 2009.

Ce dispositif durera 5 ans. Il comprendra de manière transversale d'une part un volet de lutte contre l'habitat indigne et d'autre part un volet de lutte contre les copropriétés dégradées.

Ce programme visera en outre à permettre le maintien des propriétaires occupants en centre ancien, notamment les personnes âgées et à développer une offre privée en logement locatif social.

Durant ces 5 années, les habitants du centre ancien de Sète (propriétaires occupants et propriétaires bailleurs) pourront bénéficier de subventions de Thau agglo en complément de celles de l'ANAH, du Département de l'Hérault et de la Ville de Sète, pour réhabiliter leur logement.

Thau agglo, porteur de cette action, recrutera une équipe opérationnelle chargée d'assurer l'information, l'animation et le suivi de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain (OPAH RU) (consultation en cours).

Le partenariat est formalisé par une convention d'opération qui reprend les engagements financiers de chacun des partenaires pour la durée du programme.

L'engagement financier de la Ville de Sète à l'OPAH –RU concerne :

- L'aide aux propriétaires occupants sous DUP de travaux à hauteur de 2.000 € par logement soit une participation totale de 42.000€
- L'aide à la requalification de façades d'immeubles (80 environ) à hauteur de 12,5 % plafonné à 2.500 € sur justificatif de dépenses
- La prise en charge du conseil architectural pour la requalification des façades et des devantures commerciales

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE les termes de la convention d'opération ci annexée,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à la signer ainsi que tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-282

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : PERIMETRE DE REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS DU CENTRE
VILLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT - MISE EN CONCURRENCE -
DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION AD HOC

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète s'est engagée dans la requalification du centre ancien dès 2002 avec la création du périmètre de restauration immobilière Ile Sud et la mise en place d'une convention publique d'aménagement confiée à la SA Elit en septembre 2002.

Deux opérations programmées pour l'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain (OPAH- RU) ont été menées aux cours des périodes 1998-2002 et 2005-2009 sur un même périmètre, incluant celui du PRI Ile Sud.

En complément, la Ville a mis en place un périmètre de restauration immobilière Centre Ville qui a été approuvé en Conseil Municipal du 27 Février 2007 et par déclaration préfectorale d'utilité publique du 19 Mars 2007.

Le lancement d'une procédure de mise en concurrence visant à désigner l'aménageur du PRI Centre Ville a été autorisé par une délibération du Conseil Municipal du 15 mai 2006. La mission attribuée à l'aménageur était établie sur la base d'un dossier d'enquête publique précisant les objectifs de réhabilitation des logements anciens dégradés ou insalubres.

En juillet 2009, le Conseil Municipal a autorisé la Commune à se porter candidate au Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) avec un projet de

requalification des quartiers Révolution, Ile sud et Quartier Haut ; projet retenu par l'ANRU et dont le périmètre correspond aux 3 secteurs désignés ci- dessus, fixé par le décret n°2009-1780 du 31 décembre 2009.

Egalement au cours de l'année 2009, Thau Agglomération a défini les enjeux et objectifs du nouvel OPAH-RU sur la commune de SETE avec un volet portant sur les copropriétés dégradées et son programme d'actions qui a été mis en cohérence avec le projet Programme de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés(PRQAD) de SETE au cours de l'année 2010.

La convention d'Opération OPAH-RU de lutte contre l'habitat indigne, avec un volet sur les copropriétés dégradées, à passer entre la Communauté d'Agglomération Thau Agglomération, maître d'ouvrage de l'opération, le Département de l'Hérault, l'ANAH, et la Ville de Sète a été présentée au Conseil Municipal du 13 décembre 2010 pour approbation.

Au cours de l'année 2010, le projet PRQAD de SETE a été affiné sur la base d'études complémentaires et du règlement général relatif au PNRQAD adopté par le conseil d'administration de l'ANRU, puis ajusté aux objectifs financiers de la Commune et de ses partenaires.

La convention de l'opération PRQAD passée entre l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine(ANRU), l'Etat, L'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Caisse des Dépôts et Consignations, la Commune de Sète, Thau Agglomération, le Conseil Général de l'Hérault a été présentée au Conseil Municipal du 13 décembre 2010 pour approbation.

Le programme d'actions comporte des opérations de requalification d'ilots ou de copropriétés dégradées et relogement des habitants qui nécessite l'intervention d'un opérateur-aménageur dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Compte tenu des différences substantielles entre les programmes des concessions, les missions de l'aménageur et le périmètre d'intervention du PRI Centre Ville et celui de la requalification des quartiers anciens du centre ville, il apparaît nécessaire de ne pas donner suite à la consultation d'aménageur du PRI Centre Ville (conformément au courrier du 29 septembre 2010 adressé à Monsieur le Directeur Général de la SA Elit, déclarant sans suite pour un motif d'intérêt général, la procédure engagée pour la concession d'aménagement du PRI Centre Ville) et de prévoir l'attribution d'une nouvelle concession d'aménagement définie pour mener des opérations de requalification du PRQAD de Sète.

Le périmètre considéré comme pertinent pour cette future concession d'aménagement comprend les deux secteurs du PRQAD Révolution et Quartier Haut élargi au périmètre de l'OPAH RU (2011-2015) susceptible de faire l'objet d'animations d'immeubles dans le cadre de cette opération. Ce périmètre est annexé à la présente délibération

En anticipant une probable reconduction de l'OPAH - RU au-delà de 2015 sur la durée du PRQAD (2011-2017), il est proposé de prévoir une durée de la concession de 7 ans prorogeable d' 1 an pour clôture de l'opération.

Aussi est-il proposé de lancer une consultation d'aménageur selon les dispositions en vigueur dans le code de l'urbanisme (Art R 300-4) qui prévoit les règles de publicité et de concurrence préalable à la conclusion des concessions d'aménagement.

Un avis d'appel public à la concurrence, conforme au modèle fixé par les autorités communautaires, devra être publié dans :

- une publication habilitée à recevoir des annonces légales.
- une publication spécialisée dans les domaines de l'urbanisme, des travaux publics ou de l'immobilier,
- L'Office des publications de l'Union européenne.

Cet avis devra préciser :

- la date limite de présentation des candidatures sachant que ce délai conditionne la date de choix de l'attributaire de la concession d'aménagement ;
- les caractéristiques essentielles de l'opération d'aménagement projetée, c'est-à-dire son objet, sa localisation et les principes de son financement.

Une commission ad hoc composée, outre du président ou son représentant, de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants désignés à la représentation proportionnelle sera chargée d'établir la liste des organismes admis à présenter une offre et d'analyser leurs propositions.

Seront invités à siéger à cette commission avec voix consultative, le Trésorier Municipal, un représentant de la Direction Départementale de protection des populations de l'Hérault (DDPP) ainsi que les personnalités désignées par le Président en raison de leurs compétences.

Je vous invite à procéder au vote à main levée et non au scrutin secret pour la désignation des membres de cette commission dont la composition suivante vous est proposée :

Candidats titulaires

Antoine DE RINALDO
Emile ANFOSSO
Jean-Claude GROS
Marie-Ange LIGUORI
Jacques MONTAGARD

Candidats suppléants

Moussa NAIM
Rodolphe MEZAN
Serge PAIOLA
Conception CANDORE PELIZZA
Marie-Line ASSENAT

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE

de concéder l'opération de requalifications des quartiers anciens du centre ville dans le périmètre ci annexé,

APPROUVE

l'engagement de la procédure de mise en concurrence pour la désignation du concessionnaire du périmètre de requalification des quartiers anciens du centre ville dans le périmètre ci annexé,

ACCEPTE

à l'unanimité de procéder à la désignation des membres de la commission ad hoc à main levée,

ELIT

les membres de cette commission chargée d'établir la liste des organismes admis à présenter une offre et d'analyser leurs propositions, comme suit :

Titulaires

Antoine DE RINALDO
Emile ANFOSSO
Jean-Claude GROS
Marie-Ange LIGUORI
Jacques MONTAGARD

Suppléants

Moussa NAIM
Rodolphe MEZAN
Serge PAIOLA
Conception CANDORE PELIZZA
Marie-Line ASSENAT

AUTORISE

le Maire ou l'élue délégué à signer tout acte ou document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-283

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

MARCHES PUBLICS

Objet : TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS ET AMENAGEMENT DE CHAUSSEE ET TROTTOIRS- ATTRIBUTION DE MARCHES - FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

A l'issue d'une procédure adaptée, passée en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics, pour les travaux de grosses réparations et d'aménagement de chaussée et trottoirs, un avis d'appel public à la concurrence a été transmis à la publication du BOAMP et du JOUE le 24 septembre 2010 (annonce n° 10-205157). La remise de s offres était fixée au 29 octobre 2010 à 17 h.

Au terme de la procédure de publicité, la Commission ad hoc a ouvert les plis arrivés en Mairie dans les délais réglementaires en séance du 10 novembre 2010.

4 entreprises ont remis des offres recevables :

- SAS JOULIE TP – Rue des Barrys – 34660 COURNONSEC.
- BRAULT TP – Route de Lospignan – 34500 BEZIERS.
- MALET BEC – Zac de la Louvade Lot 18 – 34130 MAUGUIO
- SCREG – Zone Industrielle de Eaux Blanches BP 98 – 34202 SETE CEDEX 9

Après avoir confié les plis pour l'analyse des offres aux services techniques, la Commission ad hoc lors de sa séance du 25 novembre 2010, donne l'avis suivant:

Pour le lot n°1 – Travaux en centre ville

A l'entreprise : SCREG SUD EST (pour la variante)

Tranche ferme pour un montant de	320 000,19 HT soit	382 720,23 TTC
Tranche conditionnelle 1 pour un montant de	27 209,80 HT soit	32 542,92 TTC
Tranche conditionnelle 2 pour un montant de	46 101,29 HT soit	55 137,14 TTC
Tranche conditionnelle 3 pour un montant de	86 844,96 HT soit	103 866,57 TTC
Tranche conditionnelle 4 pour un montant de	54 970,75 HT soit	65 745,02 TTC
Tranche conditionnelle 5 pour un montant de	11 951,50 HT soit	14 293,99 TTC
Montant total :	547 078,49 HT soit	654 305,87 TTC

Pour le lot n°2 – Travaux Saint-Clair et divers qu artiers

A l'entreprise : SAS JOULIE TP (pour la variante)

Tranche ferme pour un montant de	311 304,34 HT soit	372 319,99 TTC
Tranche conditionnelle 1 pour un montant de	45 537,70 HT soit	54 463,09 TTC
Tranche conditionnelle 2 pour un montant de	86 980,89 HT soit	104 029,14 TTC
Tranche conditionnelle 3 pour un montant de	41 454,75 HT soit	49 579,88 TTC
Tranche conditionnelle 4 pour un montant de	10 597,20 HT soit	12 674,25 TTC
Tranche conditionnelle 5 pour un montant de	39 460,20 HT soit	47 194,40 TTC
Tranche conditionnelle 6 pour un montant de	70 280,40 HT soit	84 055,36 TTC
Tranche conditionnelle 7 pour un montant de	11 119,90 HT soit	13 299,40 TTC
Montant total :	616 735,38 HT soit	737 615,51 TTC

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE d'attribuer les marchés aux entreprises susnommées

AUTORISE le Maire, ou l'élu délégué, à signer les marchés à intervenir ainsi que tous documents s'y rapportant,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Ville sous les imputations suivantes :
Nature : 2312 - Fonction : 822 - Service AMURB

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-284

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

MARCHES PUBLICS

Objet : TRANSPORT DE PERSONNES - ATTRIBUTION DE MARCHE - FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Patrick LAVIT Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

L'importante baisse d'activité, ainsi que les contraintes administratives réglementaires, ne nous permettent plus de conserver une régie municipale de transports de personnes dans des conditions budgétaires raisonnables.

Ainsi, afin d'assurer les prestations réalisées par celle-ci, la Ville a lancé un marché à bons de commande sans montant minimum, ni maximum (article 77 du Code des marchés publics).

Dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles 33, alinéas 3, 57 à 59 du Code des marchés publics, un avis public d'appel à la concurrence a été transmis à la publication le 13 octobre 2010, pour une remise des offres fixée au 29 novembre 2010 à 17h00.

Au terme du délai de publicité, la commission d'appel d'offres a ouvert les plis arrivés en Mairie dans les délais réglementaires, en séance du 30/11/2010.

3 entreprises ont remis des offres recevables.

Après avoir confié les plis à l'analyse, la commission, lors de sa séance du 6/12/2010, a décidé d'attribuer le marché à la société LITTORAL VOYAGES pour un montant annuel estimatif de 289 772 € HT soit 305 709, 46 € TTC.

Le marché, conclu pour une période initiale courant du 01 janvier 2011 au 30 juin 2013, n'est pas renouvelable.

Il comporte une variante obligatoire prévoyant la reprise par le candidat du parc de véhicules affecté actuellement à la réalisation des services du marché. Le prix de vente de chaque véhicule est précisé dans le CCTP ; la Ville se réservant la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de cette variante.

Il s'agit d'un marché à bons de commande, en application de l'article 77 du Code des marchés publics, comprenant quatre types de prestations :

- Le transport des élèves des écoles vers les cantines et retour
- Le transport des enfants de la ville vers les centres aérés et les sorties organisées dans ce cadre, les mercredis en période scolaire et du lundi au vendredi pendant les vacances scolaires
- Le transport des élèves des écoles vers les lieux d'activités périscolaires sportives et culturelles
- Des déplacements occasionnels vers des lieux de loisirs situés exclusivement dans la ville de Sète ou dans le département de l'Hérault.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE de la décision de la commission d'appel d'offres,

AUTORISE le Maire ou l' élu délégué à signer le marché à intervenir ainsi que tous documents s'y rapportant,

AUTORISE le Maire à vendre à l'entreprise Littoral Voyages le parc de véhicules de la Régie des Transports pour la somme de 251 600 €

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 62474 Fonctions : 020 - 024 - 251 – 322 - 421 - 520 Service :
AUTO

AUTORISE le Trésorier municipal à faire recette le moment venu sur le budget principal de la Ville :
Nature : 775 Fonction : 020 Service : AUTO

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 30 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-285

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

EAU

Objet : PROTECTION DU CHAMP CAPTANT D'ISSANKA - MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES PASSE ENTRE LE CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT ET LA SOCIETE ENTECH - AVENANT DE TRANSFERT A LA VILLE DE SETE

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS, Adjoint, s'exprime en ces termes :

La Commune de SETE, chargée de la protection du captage d'Issanka, a sollicité le Conseil Général de l'Hérault, qui proposait aux collectivités locales la gestion administrative, technique et financière des procédures de protection des captages, par délibération du Conseil municipal du 25 juin 1999, la réalisation de la procédure de protection (DUP) du captage d'eau potable d'Issanka.

Par délibération de la Commission permanente du 2 décembre 2002, le Département de l'Hérault a voté un crédit destiné à prendre en charge les frais liés à la procédure d'autorisation et de protection du captage d'Issanka.

Dans ce cadre, le Département a passé avec ENTECH un marché de prestations intellectuelles (n° 09/59380) pour un montant de 15.990,52 € TTC. Aucun ordre de service de commencement de prestation n'a été établi.

Entre temps, le décret du 26 décembre 2007 et l'arrêté du 21 octobre 2008 ont modifié le CGCT et ont précisé les conditions d'assistance technique du Département au bénéfice des maîtres

d'ouvrages, qui ne bénéficient pas de moyens suffisants pour l'exercice de leur compétence. La Ville de Sète n'est plus éligible à cette assistance technique départementale.

Pour ne pas bloquer, ni retarder l'avancement de la procédure réglementaire de protection du champ captant d'Issanka et ne pas engendrer de dépenses publiques supplémentaires pour la Ville de SETE, le Département propose de transférer à notre Commune, en sa qualité de maître d'ouvrage, le marché précité par la signature d'un avenant.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE le transfert à la Ville de SETE du marché de prestations intellectuelles passé entre le Conseil Général de l'Hérault et ENTECH Ingénieurs Conseils,

AUTORISE le Maire, ou l'élu délégué, à le signer ainsi que tous documents s'y rapportant.

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet sur le budget eau de la Ville pour l'année 2010:

Nature 2031 PLAN RES

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-286

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

POLITIQUE DE LA VILLE

Objet : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION PASSERELLES
CHANTIERS POUR LA REALISATION D'UNE ACTION DE CHANTIER ECOLE
D'INSERTION SUR LA COMMUNE DE SETE- FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de chantiers de construction et de réhabilitation en maçonnerie et aménagements d'espaces sur la commune, la Ville a décidé de s'associer à l'association « Passerelles chantiers » pour la réalisation d'une action de chantier-école d'insertion.

Cette action intitulée « Chantier d'insertion Bâtiment – Bassin de Thau » est financée par l'Etat, par l'intermédiaire de la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi, par le Département de l'Hérault, le Fond Social Européen et par les communes qui accueillent des chantiers.

Elle concerne 12 personnes, jeunes et adultes répondant aux critères de l'insertion par l'activité économique.

Les travaux des chantiers d'insertion qui se dérouleront du 1er janvier au 31 octobre 2011 concernent :

- La réhabilitation d'emmarchements chemin de l'Equinoxe
- La construction de murets en pierres Promenade Maréchal LECLERC

- La construction de murets en pierres Musée Paul VALERY
- La maçonnerie en pierres parking Konrad ADENAUER.

Les dépenses relatives à ces chantiers et incombant à la commune ont été estimées à 32.835 € TTC.

Une convention de partenariat, qui a pour objet de contractualiser les engagements réciproques de la commune et de l'association « Passerelles chantiers », a été établie.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte cette convention,

Autorise le Maire ou l'élue délégué à la signer ainsi que tous les documents s'y rapportant,

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits qui seront inscrits à cet effet au budget 2011 de la Ville sous l'imputation :
Nature : 2312 Fonction : 821 Service : AMURB

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-287

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : PROLONGEMENT DU BOULEVARD JEAN-MATHIEU GRANGENT -
APPROBATION DU PRINCIPE ET DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE**

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Afin de rationaliser les échanges de trafic et d'assurer la cohérence du réseau viaire du territoire communal, en tenant compte notamment du développement urbain à l'Ouest de Sète et de la densification générale de la commune, la Ville envisage de réaliser le prolongement du boulevard Jean-Mathieu Grangent depuis sa limite actuelle jusqu'au boulevard Chevalier de Clerville sur l'emplacement réservé prévu au POS à cet effet.

Pour mener à bien ce projet, la Ville a mandaté le bureau d'études Ingérop qui a réalisé les études préliminaires en 2006 et l'avant projet en 2008.

Le prolongement envisagé du boulevard s'étend sur 800 mètres environ, pour un coût estimé à 1 985 084 € HT.

Le projet global de ce prolongement est présenté dans le dossier joint, en vue d'obtenir l'ensemble des autorisations auxquels de tels travaux sont soumis, à savoir enquête publique et étude d'impact au titre :

- du Code de l'environnement dont notamment les articles L.110-1, L.122-1, L.123-1 et suivants, R.121-2 et suivants ; R.123-1 et suivants, L.126-1 et R.126-1 sur la déclaration de projet
- du Code de l'expropriation dont notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et L.23-2, R.11-1 à 3, articles R.11-14-1 à R.11-14-15 relatifs au déroulement de l'enquête publique, R.11-15 à R.11-18 et R.15-1.
- du Code de la Voirie Routière dont notamment les articles L.141-1 à 12 et R.141-1 à 22.
- du Code du patrimoine dont notamment les articles L.510-1 à L.544-13 et L.621-1 à L.643-1.
- de diverses instructions et circulaires administratives dont notamment la circulaire n°73-60 du 19 mars 1973.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

<u>APPROUVE</u>	le principe et les caractéristiques principales du projet de prolongement du boulevard Grangent, ainsi que les dossiers réglementaires d'enquête d'étude d'impact et publique joint en annexe de la présente délibération,
<u>AUTORISE</u>	le Maire ou l' élu délégué à engager les procédures réglementaires en vue de la réalisation du projet, l'étude d'impact et la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire et au titre des Codes de l'Environnement, de l'expropriation, de la Voirie Routière, du Patrimoine et les instructions et circulaires administratives intéressées,
<u>DEMANDE</u>	à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'étude d'impact et l'enquête publique préalable,
<u>SOLLICITE</u>	de Monsieur le Préfet la déclaration d'utilité publique du projet à l'issue de la procédure,
<u>AUTORISE</u>	le Maire ou l' élu délégué à acquérir les emprises nécessaires à la réalisation du projet, soit à l'amiable en signant les actes administratifs ou notariés au prix conforme à l'avis des Domaines, soit judiciairement, dans le cadre de la procédure engagée,
<u>AUTORISE</u>	le Maire ou l' élu délégué à signer tous les documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-288

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

ENVIRONNEMENT

Objet : MISE EN VALEUR DE LA FORET DES PIERRES BLANCHES - CHARTE PARTENARIALE PASSEE ENTRE LA VILLE ET L'OFFICE NATIONAL DES FORETS - CONVENTION PARTICULIERE D'APPLICATION POUR L'ANNEE 2011 - FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

L'Office National des Forêts (O.N.F.) et la Ville de Sète ont conclu une Charte partenariale adoptée par délibération du Conseil municipal du 15 septembre 2009, pour la mise en valeur de la forêt des Pierres blanches.

Dans le cadre de ce partenariat actif, une convention d'application pour l'année 2011 arrête le programme d'actions à mettre en œuvre, notamment :

- La conception et la réalisation d'un espace éducatif variable en fonction des saisons,
- Le confortement de la signalétique,
- La maintenance et la modernisation du mobilier,
- La création d'un cheminement spécifique et de panneaux d'information adaptés à l'accueil du public à mobilité réduite.

Elle prévoit enfin la participation financière de la Ville à hauteur de 80 %, soit 34.720 € H.T., pour une opération estimée à 43.400 € H.T. et le plan de financement établissant les versements à réception des travaux par deux acomptes sur 2011 ; le solde à la réception finale des travaux au plus tard fin 2012.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la convention particulière d'application pour l'année 2011 de la Charte partenariale entre la Commune de Sète et l'O.N.F.,

Autorise le Maire ou l' élu délégué à la signer ainsi que tous actes y afférant,

Decide que la dépense d'un montant de 34.720 € H.T. sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet,
NATURE : 20418 – FONCTION : 823 – SERVICE : JARDPAY

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 38 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-289

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

SERVICES TECHNIQUES

Objet : REHABILITATION DU PASSAGE LE DAUPHIN - CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE PASSEE AVEC THAU AGGLOMERATION - QUITUS - FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de sa compétence en matière de « soutien à la dynamisation de l'appareil commercial et artisanal au travers de la revitalisation des centres anciens », la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau a lancé en 2005 une opération FISAC sur la ville de Sète dont la première tranche d'investissement portait sur la réhabilitation du passage de Dauphin.

Pour cette réalisation, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la CABT, qui précisait notamment le programme et le plan de financement de l'opération, a été adoptée en date du 27 juin 2007 par la CABT (délibération du conseil communautaire N°666-07) et du 26 juillet 2007 par la Ville de Sète, signée le 27 juillet 2007 par les deux parties.

Les axes principaux du programme se déclinaient comme suit:

- * Requalification des entrées.
- * Traitement du sol,
- * Désenclavement de la galerie à l'étage,
- * Mise en place d'une protection haute,

* Amélioration de l'accès aux personnes à mobilité réduite.

Son coût était de 1 159 140€ HT soit 1 386 331, 44€ TTC sur la base des marchés initiaux et de 1 282 142,44 € HT soit 1 533 442,36 € TTC de dépenses réelles suite à avenants conformément au bilan financier de clôture transmis par Thau aggro.

Les travaux ont débuté en novembre 2007.

La réception a été réalisée progressivement entre juin 2009 et décembre 2009.

Conformément à l'article 14 de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, notre participation financière se monte à 316 102 € HT et nous avons déjà versé à Thau Agglomération 30 % de cette participation, soit la somme de 94 830,60 €. Le solde, soit 221 271,40 €, sera versé à la signature du présent quitus.

Conformément à l'article 12 de la convention précitée, la mission de Thau Agglomération prend fin par le présent quitus. Le quitus est délivré par le maître d'ouvrage primaire à la demande du maître d'ouvrage désigné dont les missions ont été entièrement exécutées et qui atteste par ailleurs qu'aucun recours n'est en cours sur les marchés de travaux dans le cadre de cette opération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ARRETE définitivement les comptes à la somme de 1 159 140 € HT soit 1 386 331,44 € TTC pour la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage,

DONNE quitus à la CABT pour sa mission tant sur le plan technique que financier,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à verser le solde financier de l'opération soit 221 271,40 € sur les crédits prévus à cet effet
Nature 20415 Fonction 90 Service : AMURB

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-290

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : PARCELLE DE TERRAIN A ISSANKA - VENTE AU PROFIT DE M. Roger LAMY -
AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

La Ville est propriétaire d'une parcelle de terrain située à Issanka, commune de Balaruc le Vieux, cadastrée section AO N°8, en bordure de la Route Départementale.

Sur cette parcelle, d'une superficie totale de 271 m², se trouvent une maison d'un étage en partie démolie ainsi que les équipements de la conduite alimentant Sète depuis Issanka.

M. Roger LAMY, propriétaire mitoyen, sollicite l'acquisition de ladite parcelle afin de pouvoir résoudre des problèmes récurrents de nuisances diverses (dépôts d'ordures, squats...).

Compte tenu de ce qui précède, la Ville a donné un accord de principe à la cession de 250 m², qui ne représentent pas un intérêt particulier pour la Commune (les 21 m² restants constituant les équipements de la conduite d'eau).

Cependant, en raison du caractère sensible en ce qui concerne la sécurité routière de cette zone, une clause spécifique visant à interdire la création d'un quelconque accès sur la route départementale sera incluse dans l'acte authentique.

Une évaluation de la valeur vénale a été réalisée par les Services de France Domaine sur la base de 41 100 € avec une marge d'appréciation fixée à 20 %.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTER le principe de la vente de la parcelle au profit de M. Roger LAMY pour un montant de 49.300 €, l'ensemble des frais inhérents à cette transaction seront pris en charge par l'acquéreur,

AUTORISER le Maire ou l' élu délégué à signer tout document se rapportant à cette vente,

AUTORISER le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu sous l'imputation suivante :
Nature : 024 Fonction : 01 Service : PAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-291

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : ELARGISSEMENT DE LA RUE TOUSSAINT MAZEL - ACQUISITION D'UNE PORTION D'UNE PARCELLE APPARTENANT A Mmes MEYER, LEBLANC ET M. BELABCHIA - FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Un permis de construire valant division a été délivré le 14 août dernier à Mme Régine MEYER, à M. BELABCHIA Karim et à Mme Laëtitia LEBLANC concernant la parcelle cadastrée section BE n°522 rue Toussaint Mazel.

Ce permis a été accordé sous réserve du respect d'un certain nombre de conditions particulières et notamment de la cession à la Ville d'un terrain de 51 m2 nécessaire à l'élargissement de la rue Toussaint Mazel.

Cette cession a fait l'objet d'une évaluation par les Services de France Domaine qui a estimé la valeur vénale à 6.226 € HT.

Les frais d'actes notariés seront pris en charge par la Ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le principe de cette acquisition au prix de 6.226 €HT

Autorise le Maire ou l'élu délégué à signer tous les actes et documents s'y rapportant,

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 2111 Fonction : 820 Service : URBA

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-292

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

ENVIRONNEMENT

Objet : GESTION DE LA QUALITE DES EAUX DE BAINADE - CONVENTION A PASSER AVEC THAU AGGLOMERATION - FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Michel BODART Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

En application des dispositions de la nouvelle directive européenne n° 2006/7/CE concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade, le profil de chaque eau de baignade doit être établi.

Le Maire est chargé de collecter sur le territoire communal l'ensemble de ces profils et de transmettre, compte tenu des objectifs sanitaires de ces profils aux Agences Régionales de Santé qui sont les interlocuteurs privilégiés des personnes responsables des eaux de baignades, avant le 1er février 2011.

Par contrat de délégation de service public, en date du 25 février 2008, pour la gestion de service public de collecte et de traitement des eaux usées, Thau Agglomération a confié au délégataire, à savoir la SDEI, la réalisation des profils de vulnérabilité des plages de la ville de SETE, ainsi que la surveillance sanitaire des plages Sud de la ville, à savoir : La crique de l'Anau, la plage du Lazaret, la plage de la Fontaine, la plage du Lido, la plage de la Baleine, la plage des Trois Dignes et la plage du Castellàs.

Afin de disposer des données collectées par Thau Agglomération, une convention établit les conditions matérielles et financières de mise à disposition des données relatives aux profils des eaux de baignades et à la surveillance de la qualité des eaux de baignades.

Ainsi, les données relatives à la surveillance de la qualité des eaux de baignades seront transmises directement par le délégataire à la Commune qui en deviendra propriétaire.

Les dépenses engagées par Thau Agglomération pour la réalisation de modélisation et de profils des plages ainsi que le contrôle des eaux de baignades, seront facturées semestriellement au 31 mai et au 31 décembre de chaque année

A compter du 1er/11/2010, la rémunération semestrielle s'élève à 5 504,57 €. Elle sera révisée selon la formule définie à l'article 45.2.5 du contrat initial.

La présente convention aura une durée maximum équivalente à la convention d'affermage signée le 25 février 2008 entre Thau Agglomération et son délégataire SDEI soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTE la convention annexée à la présente délibération et relative au remboursement des frais engagés par Thau Agglomération au titre du contrôle des eaux de baignade,

AUTORISE le Maire ou l' élu délégué à la signer ainsi que tout document s'y rapportant,

DECIDE que la dépense correspondante sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 6288

Fonction : 833

Service : PLAGE

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-293

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : ZAC ENTREE EST SECTEUR SUD - DELEGATION DE COMPETENCE A
ACCORDER PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE POUR LA DELEGATION
D'EXERCICE DES DROITS DE PREEMPTION A L'EPF LR

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Par délibération du 3 avril 2008, le Conseil Municipal a notamment, en application de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, délégué à Monsieur le Maire la compétence d'exercer, au nom de la Commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la Commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même Code, de manière ponctuelle, à tout organisme d'habitation à loyer modéré ou à une société d'économie mixte.

Par lettre du 6 mai 2010, la Commune de SETE a sollicité l'Etablissement Public Foncier LANGUEDOC-ROUSSILLON (EPF LR) en vue de définir les conditions d'une intervention foncière de l'EPF LR sur une partie du périmètre de la ZAC Entrée Est Secteur Sud.

La Commune et l'EPF LR sont parvenus à un accord sur la rédaction d'une convention opérationnelle, qui doit être soumise au Conseil Municipal.

Selon cette convention et dans le périmètre défini, l'EPF LR s'engagerait notamment à procéder aux acquisitions foncières, à l'amiable ou si nécessaire par délégation du droit de préemption urbain ou du droit de priorité.

Par ailleurs, la Commune souhaite que l'EPF LR procède aux acquisitions foncières, dans d'autres périmètres d'intervention à délimiter sur le territoire communal, le cas échéant par l'exercice des droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme.

Il convient donc de déléguer à Monsieur le Maire la compétence de déléguer l'exercice des droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même Code, de manière ponctuelle, outre à tout organisme d'habitation à loyer modéré ou à une société d'économie mixte, également à l'EPF LR.

Aussi,

VU l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme,

VU les articles L 321-1 à L 321-9, R 321-1 à R 321-11 et R 321-20 à R 321-25 du Code de l'urbanisme,

VU le décret n°2008-670 du 2 juillet 2008,

VU la délibération du Conseil Municipal n°D-200800 64 du 3 avril 2008,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DELEGUE à Monsieur le Maire la compétence de déléguer l'exercice des droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même Code, de manière ponctuelle, outre à tout organisme d'habitation à loyer modéré ou à une société d'économie mixte mais également à l'EPF LR,

SUBDELEGUE ces attributions, en cas d'empêchement du Maire, au Premier Adjoint.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 27 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,
NE PREND PAS PART AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-294

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : ZAC ENTREE EST SECTEUR SUD- DELEGATION ACCORDEE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL A L'EPF-LR - DROIT DE PRIORITE

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Par délibération du 20 octobre 2005, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Entrée Est Secteur Sud.

Par délibération du 20 avril 2006, le Conseil Municipal a désigné la SA ELIT en qualité de concessionnaire de cette ZAC, a approuvé le traité de concession d'aménagement et a autorisé Monsieur le Maire à le signer.

Par lettre du 6 mai 2010, la Commune de SETE a sollicité l'Etablissement Public Foncier LANGUEDOC-ROUSSILLON (EPF LR) en vue de définir les conditions d'une intervention foncière de l'EPF LR sur une partie du périmètre de la ZAC Entrée Est Secteur Sud.

La Commune et l'EPF LR sont parvenus à un accord sur la rédaction d'une convention opérationnelle, qui doit être soumise au Conseil Municipal.

Selon cette convention, l'EPF LR s'engagerait notamment à procéder aux acquisitions foncières dans son périmètre d'intervention, à l'amiable ou si nécessaire par délégation du droit de préemption urbain ou du droit de priorité.

Il convient donc que la Commune délègue son droit de priorité prévu aux articles L 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme, à l'EPF LR dans son périmètre d'intervention englobé dans le périmètre de la ZAC Entrée Est Secteur Sud, annexé à la présente délibération.

Aussi,

VU les articles L 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme,

VU les articles L 321-1 à L 321-9, R 321-1 à R 321-11 et R 321-20 à R 321-25 du Code de l'urbanisme,

VU le décret n°2008-670 du 2 juillet 2008,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DELEGUE son droit de priorité, prévu aux articles L 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme, à l'EPF LR dans son périmètre d'intervention englobé dans le périmètre de la ZAC Entrée Est Secteur Sud, annexé à la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 27 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,
NE PREND PAS PART AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-295

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : ZAC ENTREE EST SECTEUR SUD - TRAITE DE CONCESSION
D'AMENAGEMENT PASSE AVEC LA SA ELIT - AVENANT N°1**

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

Par délibération du 20 octobre 2005, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Entrée Est Secteur Sud.

Par délibération du 20 avril 2006, le Conseil Municipal a désigné la SA ELIT en qualité de concessionnaire de cette ZAC, a approuvé le traité de concession d'aménagement et a autorisé Monsieur le Maire à le signer.

Par délibération du 22 juin 2010, le Conseil Municipal a approuver le dossier de réalisation de la ZAC Entrée est secteur Sud .

L'article 2 du traité de concession stipule notamment :

« *ARTICLE 2- MISSION DU CONCESSIONNAIRE*

2.1 – Dès l'entrée en vigueur des présentes :

(...) b) acquérir la propriété à l'amiable, par voie de préemption ou par voie d'expropriation, des biens immobiliers bâtis ou non bâtis, situés dans le périmètre de la zone, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre sont nécessaires à la réalisation de l'opération ; gérer les biens acquis ; mettre en état les sols et, le cas échéant, les libérer de leurs occupants en assurant le relogement des locataires, preneurs ou occupants de bonne foi ; démolir les bâtiments existants, si nécessaire. (...) ».

L'article 8bis du traité de concession stipule notamment :

« ARTICLE 8BIS- DROIT DE PREEMPTION

Dès que la concession est exécutoire, le concessionnaire est habilité à exercer le droit de préemption dans les conditions fixées par le titre I du livre II du Code de l'urbanisme, par délégation de la Ville de Sète, à l'intérieur du périmètre de la ZAC, objet de la présente convention. (...) ».

Par lettre du 6 mai 2010, la Commune de SETE a sollicité l'Etablissement Public Foncier LANGUEDOC-ROUSSILLON (EPF LR) en vue de définir les conditions d'une intervention foncière de l'EPF LR sur une partie du périmètre de la ZAC Entrée Est Secteur Sud.

La Commune et l'EPF LR sont parvenus à un accord sur la rédaction d'une convention opérationnelle, qui doit être soumise au Conseil Municipal.

Selon cette convention, l'EPF LR s'engagerait notamment à procéder aux acquisitions foncières dans son périmètre d'intervention, à l'amiable ou si nécessaire par délégation du droit de préemption urbain ou du droit de priorité.

Il convient donc d'approuver un avenant au traité de concession d'aménagement de la ZAC Entrée Est Secteur Sud signé entre la Commune et la SA ELIT, qui portera sur les articles 2 et 8bis de ce traité, selon lequel la SA ELIT est habilitée à exercer le droit de préemption dans les conditions fixées par le titre I du livre II du Code de l'urbanisme, par délégation de la Ville de Sète, à l'intérieur du périmètre de la ZAC, à l'exception du périmètre d'intervention de l'EPF LR englobé dans le périmètre de la ZAC Entrée Est Secteur Sud, annexé à l'avenant ainsi qu'à la présente délibération.

L'article 2 du traité de concession sera rédigé comme suit :

« ARTICLE 2- MISSION DU CONCESSIONNAIRE

2.1 – Dès l'entrée en vigueur des présentes :

(...) b) acquérir la propriété à l'amiable, par voie de préemption à l'intérieur du périmètre de la ZAC, à l'exception du périmètre d'intervention de l'EPF LR englobé dans le périmètre de la ZAC Entrée Est Secteur Sud, annexé aux présentes, ou par voie d'expropriation, des biens immobiliers bâtis ou non bâtis, situés dans le périmètre de la zone, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre sont nécessaires à la réalisation de l'opération ; gérer les biens acquis ; mettre en état les sols et, le cas échéant, les libérer de leurs occupants en assurant le relogement des locataires, preneurs ou occupants de bonne foi ; démolir les bâtiments existants, si nécessaire. (...) ».

L'article 8bis du traité de concession sera rédigé comme suit :

« ARTICLE 8BIS- DROIT DE PREEMPTION

Dès que la concession est exécutoire, le concessionnaire est habilité à exercer le droit de préemption dans les conditions fixées par le titre I du livre II du Code de l'urbanisme, par délégation de la Ville de Sète, à l'intérieur du périmètre de la ZAC, objet de la présente convention, à l'exception du périmètre d'intervention de l'EPF LR englobé dans le périmètre de la ZAC Entrée Est Secteur Sud, annexé aux présentes. (...) ».

VU les articles L 321-1 à L 321-9, R 321-1 à R 321-11 et R 321-20 à R 321-25 du Code de l'urbanisme,

VU le décret n°2008-670 du 2 juillet 2008,

VU le traité de concession d'aménagement de la ZAC Entrée Est Secteur Sud approuvé par délibération du Conseil Municipal du 20 avril 2006.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE l'avenant au traité de concession d'aménagement de la ZAC Entrée Est Secteur Sud signé entre la Commune et la SA ELIT, qui portera sur les articles 2 et 8bis de ce traité, selon lequel la SA ELIT est habilitée à exercer le droit de préemption dans les conditions fixées par le titre I du livre II du Code de l'urbanisme, par délégation de la Ville de Sète, à l'intérieur du périmètre de la ZAC, à l'exception du périmètre d'intervention de l'EPF LR englobé dans le périmètre de la ZAC Entrée Est Secteur Sud, annexé à l'avenant ainsi qu'à la présente délibération.

AUTORISE le Maire, ou l'élu délégué, à signer cet avenant et tout acte y afférent

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 27 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,
NE PREND PAS PART AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-296

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 DECEMBRE 2010

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : ZAC ENTREE EST SECTEUR SUD- CONVENTION A PASSER AVEC L'EPF-LR
POUR L'ACQUISITION DES TERRAINS DANS LE PERIMETRE D'INTERVENTION**

L'an deux mille dix et le 13 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie-Ange LIGUORI donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Pierrette ROUCOULET donne pouvoir à François COMMEINHES, Eliane MICHEL-ALBANO donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Jean-Claude GROS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Josette FAURA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO, Adjoint, s'exprime en ces termes :

VU La délibération du Conseil Municipal du 20 Octobre 2005, portant création d'une zone d'aménagement concerté(ZAC) à vocation d'habitat mixte sur l'Entrée Est Secteur SUD.

VU la délibération du 20 Avril 2006 concédant à la SA ELIT la concession d'aménagement de la ZAC,

VU le décret n° 2008-670 du 02 juillet 2008 portant création de l'Etablissement Public Foncier du Languedoc Roussillon,

VU le projet de ZAC devant permettre la restructuration et la valorisation urbaine de l'entrée Est Secteur Sud avec de l'habitat, et de l'activité soit au total de 180 000m² de SHON (Surface Hors Œuvre Nette) dont 110 000 m² pour de l'habitat (entre 1 500 et 1 800 logements dont 25% de logements sociaux) et 70 000 m² pour de l'activité sur un tissu aujourd'hui en grande partie industriel et occupé. Le périmètre couvert par la ZAC est de 18,2 ha.

Pour affirmer la stratégie de maîtrise foncière de la Commune dans ce périmètre de projet, il a été sollicité l'intervention de l'EPF LR afin d'assurer le portage foncier d'une partie des terrains de la ZAC ENTREE EST SECTEUR SUD correspondant à l'une des premières tranches de réalisation de cette ZAC d'une superficie d'environ 3 hectares.

Après une mise au point des modalités d'intervention de l'EPF- LR, un projet de convention a été établi ; elle vise à :

- définir les engagements et obligations que prennent la commune de Sète et l'EPF-LR pour conduire sur le moyen et court terme l'acquisition foncière nécessaire à la réalisation du projet ;
- préciser la portée de ces engagements.

L'objet de cette convention est de confier à l'EPF- LR une mission de maîtrise foncière sur une partie du secteur « entrée Est secteur sud » en vue de réaliser un projet de restructuration urbaine permettant à terme la réalisation de logements dont 25% de logements locatifs aidés ainsi que des services et activités.

Cette Convention aura une durée de 5 ans. Durée qui ne pourra être prorogée qu'au cas où la procédure de paiement des indemnités liées à l'expropriation ne serait pas achevée.

La période de portage des biens acquis par l'EPF-LR s'achèvera au terme de la convention quel que soit la date de leur acquisition.

Dans le cadre de cette Convention l'EPF- LR s'engage notamment :

- A procéder aux acquisitions sur le périmètre d'intervention en recherchant notamment les opportunités d'acquisitions à l'amiable et en préemptant chaque fois que cela s'avère nécessaire par délégation du droit de préemption urbain (DPU) et du droit de priorité ;
- A aider, si la commune le souhaite et si l'EPF-LR en est bénéficiaire, à mettre en place une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) en lien avec son aménageur sur le périmètre d'intervention ;
- A réaliser, si nécessaire, l'ensemble des études et diagnostics techniques liés aux acquisitions foncières ;
- A assurer, si la collectivité le souhaite, la maîtrise d'ouvrage des travaux de requalification foncière des tenements dégradés acquis par des travaux de démolition et dépollution des sites

Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF- LR au titre de la présente convention est fixé, d'un commun accord, à 3 000 000 € dans la phase préalable à la mise en place de la DUP. L'EPF LR se laisse la possibilité, si cela s'avère nécessaire, de recourir à un emprunt auprès d'un organisme bancaire après mise en concurrence, d'un montant qui ne pourra être supérieur au 1/3 du montant de l'engagement financier précité. Dans ce cas, cet emprunt devra être garanti par une ou plusieurs collectivités territoriales.

Dans le cadre de cette Convention la Commune de Sète s'engage, en lien avec le concessionnaire titulaire de la concession d'aménagement, notamment :

- A mettre en place, dans les deux ans qui suivent la signature, une DUP « travaux » en vue de la réalisation de son projet d'aménagement dont l'EPF LR sera bénéficiaire
- A établir des propositions de relogement aux locataires des immeubles d'habitation à acquérir et à aider aux transferts des entreprises présentes sur le site.
- A reloger, en cas de procédure d'expropriation, les locataires ou occupants d'immeubles expropriés.
- A informer l'EPF- LR sur son calendrier de réalisation et à l'associer aux études susceptibles d'être réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la ZAC ;
- A assurer la gestion des biens acquis par l'EPF-LR.

- A procéder aux rachats des biens acquis par l'EPF-LR dans les délais de portage, selon les conditions fixées dans la Convention.

Les modalités de pilotage et de résiliation sont définies dans la convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la convention opérationnelle « ZAC entrée Est secteur Sud » passée entre l'Établissement Public Foncier de Languedoc Roussillon et la Commune de Sète, pour l'acquisition des terrains situés dans le périmètre d'intervention,

AUTORISE le Maire, ou son représentant à signer la convention et les documents afférents,

DONNE POUVOIR au Maire, ou son représentant, pour la mise en œuvre des dispositions relatives à la dite convention.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 27 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,
NE PREND PAS PART AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG